



Assemblée générale

Distr. générale
18 novembre 2014
Français
Original : anglais

Soixante-neuvième session

Point 160 de l'ordre du jour

Financement de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali

Exécution du budget de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	5
II. Exécution du mandat	6
A. Considérations générales	6
B. Utilisation des crédits	7
C. Activités d'appui de la Mission	10
D. Coopération avec les autres organismes des Nations Unies au niveau régional	11
E. Partenariats, coordination des équipes de pays et missions intégrées	11
F. Cadres de budgétisation axée sur les résultats	12
III. Exécution du budget	51
A. Ressources financières	51
B. Récapitulatif des réaffectations de ressources	52
C. Évolution des dépenses mensuelles	52
D. Autres recettes et ajustements	53
E. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome	53
F. Contributions non budgétisées	54



IV.	Analyse des écarts	54
V.	Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre	59
VI.	Récapitulatif de la suite donnée aux demandes et aux recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution 68/259 A	60

Résumé

La corrélation entre les dépenses de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014 (exercice 2013/14) et l'objectif de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) est mise en évidence dans des tableaux axés sur les résultats et organisés par composante (réconciliation politique et rétablissement de l'ordre constitutionnel; stabilisation de la sécurité dans le nord du Mali; protection des civils, droits de l'homme et justice; relèvement rapide dans le nord du Mali; et appui).

Dans le cadre de l'exécution de son mandat au cours de l'exercice considéré, la Mission s'est essentiellement attachée à favoriser la stabilisation des principales agglomérations, déployant ses efforts dans les domaines de la réconciliation politique et du rétablissement de l'ordre constitutionnel, ainsi que du rétablissement de l'autorité de l'État. Elle s'est également employée à appliquer son plan d'action, axé sur le dialogue et le processus électoral, la gestion des conflits et la protection des civils exposés à des menaces imminentes de violence, la promotion des droits de l'homme et de la justice, l'aide humanitaire, le rétablissement des autorités judiciaires et pénitentiaires dans le nord, le désarmement, la démobilisation et la réintégration des éléments armés et le renforcement des capacités des Forces de défense et de sécurité et des services de maintien de l'ordre du Mali.

Sur les crédits d'un montant brut de 602 millions de dollars qui avaient été approuvés pour le financement des opérations de la Mission, le montant brut des dépenses a atteint 592 792 000 dollars, d'où un solde inutilisé de 9 208 000 dollars, ce qui représente un taux d'exécution du budget de 98,5 %.

Dans le cadre de l'application du plan de financement standard révisé, les résultats financiers de la Mission indiquent une réduction des dépenses au titre des militaires et du personnel de police résultant d'un déploiement de contingents et de leur matériel et d'agents de la Police des Nations Unies inférieur aux prévisions, réduction qui a été en partie compensée par des dépenses supplémentaires engagées au titre des unités de police constituées, dont l'effectif moyen a été supérieur aux prévisions.

Cette sous-utilisation générale des crédits a été partiellement contrebalancée par un dépassement des crédits au titre du personnel civil, le déploiement du personnel recruté sur le plan international et les dépenses opérationnelles ayant été supérieurs aux prévisions, essentiellement du fait de l'exécution du programme de construction de la Mission, des fournitures et services et de la location de locaux, ainsi que de l'achat de véhicules, de matériel de télécommunications et de matériel informatique, et du coût des transports aériens, plus élevé que prévu.

Exécution du budget : ressources financières(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014.)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Montant alloué</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Écart</i>	
			<i>Montant</i>	<i>Pourcentage</i>
Militaires et personnel de police	308 762,7	244 102,9	64 659,8	20,9
Personnel civil	72 220,2	72 697,2	(477,0)	(0,7)
Dépenses opérationnelles	221 017,1	275 991,9	(54 974,8)	(24,9)
Montant brut	602 000,0	592 792,0	9 208,0	1,5
Recettes provenant des contributions du personnel	6 071,7	5 301,1	770,6	12,7
Montant net	595 928,3	587 490,9	8 437,4	1,4
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	–	–	–	–
Total	602 000,0	592 792,0	9 208,0	1,5

Exécution du budget : ressources humaines

<i>Catégorie</i>	<i>Effectif approuvé^a</i>	<i>Effectif prévu^b (30 juin 2014)</i>	<i>Effectif prévu^b (moyenne)</i>	<i>Effectif réel (moyenne)</i>	<i>Taux de vacance (pourcentage)^c</i>
Contingents	11 200	9 250	7 766	6 162	20,7
Police des Nations Unies	320	206	182	81	55,5
Unités de police constituées	1 120	962	802	830	(3,5)
Personnel recruté sur le plan international	672	414	280	316	(12,9)
Personnel recruté sur le plan national	781	493	274	181	33,9
Volontaires des Nations Unies	145	80	49	41	16,3

^a Niveau maximum de l'effectif autorisé.^b Compte tenu de l'effectif réel et de l'effectif prévu, mois par mois.^c Sur la base d'un déploiement échelonné, dans le cadre de l'application du plan de financement standard révisé.

Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre sont énoncées au chapitre V du présent rapport.

I. Introduction

1. Le mandat de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) a été défini par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2100 (2013) pour une période initiale de 12 mois. Le Conseil a également demandé que l'Office des Nations Unies au Mali soit incorporé à la MINUSMA et que les pouvoirs de la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (MISMA) soient transférés à la MINUSMA à partir du 1^{er} juillet 2013.

2. Dans la note du 14 mai 2013 qu'il a adressée à l'Assemblée générale au sujet des modalités de financement de la MINUSMA (A/67/863), le Secrétaire général a demandé l'autorisation d'engager des crédits d'un montant 454 426 300 dollars, comprenant le montant de 83 690 200 dollars qui avait déjà été autorisé par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires pour la période du 25 avril au 30 juin 2013. Il a également demandé que le montant de 83 690 200 dollars soit mis en recouvrement auprès des États Membres pour la période du 25 avril au 30 juin 2013 et que le montant de 370 736 100 dollars le soit pour la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2013.

3. Par sa résolution 67/286, l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général à engager, au titre des opérations de la Mission, des dépenses d'un montant total de 450 464 700 dollars, soit 83 690 200 dollars pour la période du 25 avril au 30 juin 2013 et 366 774 500 dollars pour la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2013. Toutefois, dans la même résolution, l'Assemblée a décidé de mettre en recouvrement auprès des États Membres le montant total de 405 418 230 dollars, soit 75 321 180 pour la période du 25 avril au 30 juin 2013 et 330 097 050 dollars pour la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2013. En outre, dans la même résolution, elle a approuvé le montant brut de 3 845 200 dollars (montant net : 3 602 500 dollars) au titre du compte d'appui pour les opérations de maintien de la paix pour l'exercice 2013/14.

4. Le budget initial proposé pour la MINUSMA pour l'exercice 2013/14 a été présenté dans le rapport du Secrétaire général daté du 21 octobre 2013 (A/68/538) et s'élevait à un montant total brut de 609 491 300 dollars (montant net : 603 419 600 dollars). Il proposait également d'engager un montant brut de 6 118 300 dollars (montant net : 5 660 700 dollars) pour la part estimative de la Mission dans le financement du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix. Le projet de budget de la Mission a été établi en fonction de l'effectif autorisé, constitué de 11 200 membres des contingents, 1 440 membres du personnel de police (320 membres de la Police des Nations Unies et 1 120 membres des unités de police constituées), 672 agents recrutés sur le plan international (dont 2 postes de temporaire) et 781 agents recrutés sur le plan national, ainsi que de 145 Volontaires des Nations Unies. Il a également pris en compte les dépenses liées à 28 postes de temporaire (dont 26 agents recrutés sur le plan international et 2 agents recrutés sur le plan national), financées par le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix.

5. Dans le cadre de l'application du plan de financement standard révisé, la Mission devait déployer, d'ici au 30 juin 2014, 9 250 militaires et 1 168 membres du personnel de police (206 membres de la Police des Nations Unies et 962 membres d'unités de police constituées), 414 agents recrutés sur le plan international et 493 agents recrutés sur le plan national, ainsi que 80 Volontaires des Nations Unies. L'effectif militaire et civil moyen qu'il était prévu de déployer était de 7 766 militaires, 182 membres de la Police des Nations Unies, 802 membres des unités de

police constituées, 280 agents recrutés sur le plan international et 274 agents recrutés sur le plan national, ainsi que de 49 Volontaires des Nations Unies.

6. À l'alinéa c) du paragraphe 99 de son rapport du 10 décembre 2013 (A/68/653), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a notamment recommandé que l'Assemblée générale ouvre un crédit de 608 548 200 dollars (montant brut) pour financer les opérations de la Mission durant l'exercice 2013/14, compte tenu du montant de 366 774 500 dollars déjà approuvé par l'Assemblée dans sa résolution 67/286 pour la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2013.

7. Dans sa résolution 68/259 A, l'Assemblée générale a ensuite ouvert un crédit d'un montant brut de 602 millions de dollars (montant net : 595 928 300 dollars) pour le financement des opérations de la Mission pour l'exercice 2013/14, compte tenu du montant brut de 366 774 500 dollars (montant net : 363 113 000 dollars) déjà approuvé dans sa résolution 67/286. La totalité de ce montant a été mis en recouvrement auprès des États Membres.

8. Dans sa résolution 68/259 A, l'Assemblée générale a également approuvé les dépenses supplémentaires d'un montant brut de 2 273 100 dollars (montant net : 2 058 200 dollars) demandées pour le financement du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice 2013/14, compte tenu du montant brut de 3 845 200 dollars (montant net : 3 602 500 dollars) déjà approuvé dans sa résolution 67/286. Ainsi, le montant total brut approuvé pour le compte d'appui s'élevait à 6 118 300 dollars (montant net : 5 660 700 dollars). Ce montant n'a pas été mis en recouvrement auprès des États Membres. Le montant effectif des dépenses engagées au titre du compte d'appui dans le cadre des modalités de financement de la Mission devait figurer dans le rapport sur l'exécution du budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice 2013/14.

II. Exécution du mandat

A. Considérations générales

9. Le mandat de la MINUSMA a été établi par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2100 (2013), laquelle a également défini la période couverte par le présent rapport. Il a été prorogé par une résolution ultérieure du Conseil.

10. Le mandat confié à la Mission était le suivant : a) stabilisation des principales agglomérations et contribution au rétablissement de l'autorité de l'État dans tout le pays; b) contribution à la mise en œuvre de la feuille de route pour la transition, y compris le dialogue politique national et le processus électoral; c) protection des civils et du personnel des Nations Unies; d) promotion et défense des droits de l'homme; e) soutien de l'action humanitaire; f) appui à la sauvegarde du patrimoine culturel; et g) action en faveur de la justice nationale et internationale.

11. Dans le cadre de cet objectif général, la Mission a contribué à un certain nombre de réalisations au cours de l'exercice, en exécutant les principaux produits décrits dans les tableaux ci-après. Ceux-ci présentent les réalisations et les produits par composante (réconciliation politique et rétablissement de l'ordre constitutionnel; stabilisation de la sécurité dans le nord du Mali; protection des civils, droits de l'homme et justice; relèvement rapide dans le nord du Mali; et appui).

12. On trouvera dans le présent rapport une évaluation des résultats de l'exercice 2013/14, effectuée sur la base des tableaux axés sur les résultats présentés dans le budget. En particulier, y sont mis en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus, et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

B. Utilisation des crédits

13. Dans le cadre de l'exécution de son mandat au cours de l'exercice considéré, la Mission s'est essentiellement attachée à favoriser la stabilisation des principales agglomérations, déployant ses efforts dans les domaines de la réconciliation politique et du rétablissement de l'ordre constitutionnel, ainsi que du rétablissement de l'autorité de l'État dans tout le pays. Elle s'est également employée à appliquer son plan d'action, axé sur le dialogue et le processus électoral, la gestion des conflits et la protection des civils exposés à des menaces imminentes de violence, la promotion des droits de l'homme et de la justice, l'aide humanitaire, le rétablissement des autorités judiciaires et pénitentiaires dans le nord, le désarmement, la démobilisation et la réintégration des éléments armés et le renforcement des capacités des Forces de défense et de sécurité et des services de maintien de l'ordre du Mali.

14. À cette fin, la Mission a facilité l'organisation d'ateliers informels réunissant des représentants du Gouvernement malien et des groupes armés, qui ont permis l'adoption de modalités opérationnelles de cantonnement et la reconnaissance de la première zone de cantonnement. Elle a également favorisé la mise en œuvre des dispositions de l'Accord préliminaire de Ouagadougou. La Commission technique mixte de sécurité qu'avait créée la Mission est parvenue à déterminer des zones de cantonnement et a effectué 27 missions de vérification dans trois zones pilotes de précantonnement capables d'accueillir 1 847 éléments armés enregistrés du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) et du Haut Conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA), tout en y acheminant des vivres et des articles non alimentaires. Les missions de vérification ont été interrompues à la suite de l'affrontement armé qui a éclaté à Kidal en mai 2014.

15. La MINUSMA a contribué, par des conseils et un appui techniques, à l'élaboration d'une stratégie nationale de réforme du secteur de la sécurité et des mandats du groupe de travail pluridisciplinaire sur la réforme du secteur de la sécurité, du Conseil national pour la réforme du secteur de la sécurité et du Comité directeur de la réforme du secteur de la sécurité. La Mission a veillé à ce que la stratégie nationale de réforme du secteur de la sécurité prévoie d'améliorer le rôle et l'image des Forces de défense et de sécurité maliennes qui étaient établis dans la société. En outre, la Mission a organisé, avec succès, deux scrutins libres, réguliers et transparents pour les élections présidentielle et législatives, qui se sont tenues respectivement le 28 juillet et le 11 août 2013, puis le 24 novembre et le 15 décembre 2013.

16. Pour garantir de nouveau la sécurité de la population civile dans le nord du Mali, la Mission a mis en œuvre ses plans de déploiement dans sept grandes zones urbaines, et a élaboré et appliqué des procédures d'atténuation des risques qui sont régulièrement examinées lors des opérations militaires. Des mécanismes de

coordination, tels que des patrouilles à pied et des patrouilles mobiles, ont été créés et mis en œuvre, notamment avec le concours des Forces de défense et de sécurité maliennes, en vue d'atténuer les préjudices infligés aux civils. En collaboration avec les services maliens de maintien de l'ordre, la MINUSMA a évalué leurs besoins, notamment au nord du Mali, et élaboré, en conséquence, 50 projets visant à renforcer leurs capacités et à faciliter leur déploiement dans le nord du pays. Elle a également aidé à transporter et déployer le personnel de ces services dans le nord, ce qui leur a permis de faire passer leurs effectifs de 200 à 1 118 membres. Des missions d'évaluation sur le terrain ont, en outre, été menées conjointement avec des autorités et partenaires locaux importants dans les quatre régions du Nord, afin d'évaluer la qualité des infrastructures de services sociaux et de détecter les éléments susceptibles d'entraver le rétablissement de l'autorité de l'État et des pouvoirs publics locaux. À la suite de cette évaluation, 23 projets à effet rapide ont été lancés en vue de rétablir la confiance entre la population et les pouvoirs publics, par l'amélioration des services de base au niveau local (accès à l'eau et à l'électricité), la remise en état des bâtiments et espaces publics (commissariat de police et gendarmerie, places publiques et marchés) et par le soutien à l'agriculture et aux activités lucratives (systèmes d'irrigation).

17. La Mission a créé, au sein de la Police des Nations Unies, une cellule de lutte contre la criminalité transnationale organisée, composée de spécialistes de la question qui ont été affectés, avec des membres de la police malienne, à des services de lutte contre la criminalité transnationale organisée, afin d'évaluer l'ampleur de ce phénomène au Mali.

18. La Commission Vérité, justice et réconciliation a été créée après que le Gouvernement malien a eu adopté deux décrets par lesquels il s'est engagé à respecter les normes internationales relatives aux droits de l'homme. Elle n'a cependant pas fonctionné au cours de l'exercice considéré car ses membres n'ont pas encore été nommés.

19. La surveillance des violations graves des droits de l'enfant a été renforcée par la mise en place du mécanisme de surveillance et de communication de l'information sur le sort des enfants en temps de conflit armé prévu par la résolution 1612 (2005) du Conseil de sécurité pour les pays visés par la liste établie par le Secrétaire général sur les parties qui recrutent ou utilisent des enfants à des fins militaires. Une équipe spéciale de surveillance et d'information et son groupe de travail technique ont été institués à Bamako; ils sont coprésidés par le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (Affaires politiques) et le représentant du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) au Mali. En outre, le Gouvernement malien et l'Organisation des Nations Unies ont signé, en juillet 2013, un protocole relatif à la libération et au transfert des enfants associés aux forces et groupes armés. Celui-ci a permis de libérer 24 enfants incarcérés à Bamako pour leur association présumée avec des groupes armés. En outre, la Mission a engagé le Gouvernement à mettre un terme au recrutement et à l'utilisation d'enfants dans les forces armées. Face aux allégations selon lesquelles les Forces de défense et de sécurité maliennes recruteraient et utiliseraient des enfants, la Mission a convenu avec le Gouvernement d'établir, en collaboration avec l'UNICEF, un mécanisme officiel permettant de procéder au contrôle physique des membres des Forces afin de vérifier leur âge.

20. Afin de rompre avec la tradition de stigmatisation et d'aider les victimes de violences sexuelles liées aux conflits à surmonter la peur des représailles, qui les empêche de s'exprimer, la Mission a contribué, par l'intermédiaire du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, à des programmes d'aide aux victimes de la torture et financé un projet à Gao, exécuté par une organisation non gouvernementale locale aidant les femmes et les filles qui ont subi des violences sexuelles. Cent quarante femmes et filles ont ainsi reçu un soutien psychosocial ou des soins médicaux.

21. Dans le domaine des droits de l'homme, la Mission a essentiellement contribué, par une assistance technique, au renforcement des capacités du secteur de la sécurité et des institutions garantes de l'état de droit. En coopération avec l'Union européenne, elle a dispensé une formation dans ce domaine à plus de 4 000 membres du personnel des Forces de défense et de sécurité maliennes avant leur déploiement, et renforcé les institutions nationales de défense des droits de l'homme. Elle a également aidé le Mali à travailler avec les mécanismes internationaux des droits de l'homme, en aidant l'État à se doter de moyens accrus pour s'acquitter de ses obligations en matière d'établissement de rapports. Aucune assistance technique n'a été fournie aux institutions de justice transitionnelle au cours de l'exercice considéré, car leur mise en place n'était pas encore terminée. Par ailleurs, la Mission a fourni des conseils techniques sur la réforme de la justice et sensibilisé les autorités au respect des normes internationales en matière de droits de l'homme. Elle a également établi plusieurs rapports sur la situation relative aux droits de l'homme et sur la défense de ces droits au Mali.

22. Élaboré en collaboration avec l'équipe de pays pour l'action humanitaire et approuvé en septembre 2013, le Plan d'action humanitaire pour le nord du Mali a pour objectif de déterminer les actions à mener en priorité par divers groupes et les mesures de relèvement à prendre immédiatement dans les principaux domaines du rétablissement de l'autorité de l'État. Il a permis de définir 36 domaines prioritaires d'intervention pour le nord du Mali, où l'état des services sociaux de base a été étudié, région par région.

23. La Mission a contribué au déploiement de personnel judiciaire et pénitentiaire dans les juridictions de Gao, Bourem, Tombouctou, Gourma-Rahrous et Niafunké, et organisé, dans les régions du nord, quatre sessions de formation à l'intention de 138 membres du personnel judiciaire, notamment des magistrats et des agents de la police judiciaire et de l'administration pénitentiaire.

24. En collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et d'autres partenaires internationaux, la Mission a aidé le Ministère de la justice à élaborer une stratégie nationale pour 2014-2019.

25. Le Service de la lutte antimines a dispensé une formation spécialisée à la neutralisation d'explosifs et munitions à 95 membres des Forces de défense et de sécurité maliennes et une formation à la gestion de la sécurité des stocks d'armes à 57 de ses membres. À la demande du Ministère de la défense, le Service a également détruit 85 missiles sol-air obsolètes qui étaient stockés dans des conditions précaires dans le centre de Bamako. Il a également coordonné une enquête menée dans 944 villages, qui a permis de déterminer 99 zones dangereuses et de procéder à la destruction sans danger de 1 208 restes explosifs de guerre dans le centre et le nord du Mali.

26. Des facteurs externes ont entravé les travaux de la Mission, notamment les troubles qui se sont poursuivis dans le nord du pays en raison des conflits internes à certains groupes de la population ou de ceux qui les opposent les uns aux autres, le retard pris dans le déploiement du personnel militaire et de police, le démarrage tardif du processus préliminaire de dialogue, de paix et de réconciliation et la reprise des violences dans le nord, des affrontements armés ayant éclaté à Kidal en mai 2014.

C. Activités d'appui de la Mission

27. Sur le montant total brut des crédits approuvés, de 602 millions de dollars, le montant brut des dépenses a atteint 592 792 000 dollars, d'où un solde inutilisé de 9 208 000 dollars, ce qui représente un taux d'exécution du budget de 98,5 %. Dans le cadre de l'application du plan de financement standard révisé, la sous-utilisation des crédits au titre des militaires et du personnel de police s'explique par le fait que l'effectif moyen des contingents et de la Police des Nations Unies qui a été déployé a été inférieur aux prévisions (respectivement de 6 162 militaires au lieu des 7 766 prévus et de 81 policiers au lieu des 182 prévus). Cet écart a été en partie contrebalancé par un dépassement des crédits au titre des unités de police constituées en raison du déploiement d'un effectif moyen supérieur aux prévisions (de 830 agents au lieu des 802 prévus).

28. La sous-utilisation globale des crédits a été partiellement contrebalancée par le dépassement des crédits au titre du personnel civil, essentiellement du fait que le déploiement du personnel recruté sur le plan international a été supérieur aux prévisions (de 316 agents en moyenne au lieu des 280 prévus). Un dépassement de crédits a également été constaté dans la catégorie des dépenses opérationnelles, principalement du fait de l'exécution du programme de construction de la Mission, notamment de l'acquisition de bâtiments préfabriqués, de matériel, de fournitures et de services, de la location de locaux et de l'achat de véhicules, de matériel de télécommunications et de matériel informatique, et du coût plus élevé que prévu des transports aériens.

29. La Mission contribue à diverses initiatives, notamment la création de son quartier général intégré à l'hôtel L'Amitié à Bamako, d'une base de soutien logistique à Sotuba et d'un camp de transit à Kalabancoro, où la Mission assure la relève des contingents, offrant un hébergement et des services de restauration aux nouveaux arrivants. Des quartiers généraux temporaires ont été mis en place à Gao, Tombouctou, Mopti et Kidal pour faciliter le déploiement des contingents. Pendant la période allant d'avril à octobre 2014, une entreprise privée a été chargée des travaux de génie nécessaires aux infrastructures horizontales du camp de la Mission établi à Tombouctou. Parallèlement, des camps préfabriqués ont été construits à Tombouctou, Gao, Kidal et Mopti. De plus, des terrains d'aviation ont été construits à Tombouctou, Mopti, Gao, Kidal et Tessalit, dans le cadre de la stabilisation des principales agglomérations, et un cahier des charges a été élaboré en vue de la construction des grands camps de la Mission dans ces centres.

30. Dans sa phase de démarrage, la Mission a mis en œuvre et appliqué la stratégie globale d'appui aux missions, axant ses activités sur le recrutement du personnel civil et le déploiement du matériel appartenant à l'ONU. Elle a également traité des questions telles que la mise en place d'un accord sur le statut des forces, l'allocation officielle de terrains par l'État, la facilitation de l'aide des donateurs aux pays qui

fournissent des contingents et du personnel de police, et la gestion des biens achetés grâce au Fonds d'affectation spéciale pour la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine.

D. Coopération avec les autres organismes des Nations Unies au niveau régional

31. La Mission a participé à l'élaboration d'une structure de coordination indiquant les domaines sur lesquels porte l'appui fourni par l'Organisation des Nations Unies, l'Union africaine, l'Union européenne, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et les partenaires bilatéraux, ainsi que les engagements financiers assortis de leur calendrier, le but étant d'harmoniser les travaux des partenaires, de promouvoir la cohérence et d'éviter une répétition des mêmes activités. Elle a également participé à trois réunions au sommet de dirigeants de la région organisées par la CEDEAO sur le processus de paix au Mali, et aux réunions de haut niveau organisées par l'Union africaine et la CEDEAO sur les problèmes de sécurité régnant au Mali. Les Gouvernements burkinabé, malien, mauritanien, nigérien et tchadien ont créé le Groupe des cinq pays du Sahel afin de renforcer la coopération relative aux problèmes de sécurité de la région. Au début de 2014, l'Union africaine, la Mission de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel, la CEDEAO, la Communauté des États sahélo-sahariens, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA) et la MINUSMA ont envoyé des représentants de haut niveau à la quatrième réunion des chefs des services de renseignement et de sécurité des pays de la région sahélo-saharienne, qui s'est tenue à Niamey, où ils ont échangé des vues sur les moyens de renforcer encore la coopération en matière de sécurité et de renforcer leurs capacités de lutte contre le terrorisme et la criminalité transfrontière.

32. Un centre de services commun établi à l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) s'est chargé des transactions intervenant dans les domaines des services financiers et des ressources humaines. La gestion des ressources financières et humaines de la MINUSMA a été confiée à une petite équipe établie à Bamako, qui s'appuie sur le personnel de l'ONUCI, ce qui permet aux deux missions de travailler en synergie et de tirer parti des capacités existantes, le personnel de l'Opération étant notamment chargé de superviser les travaux, afin de mettre en commun les connaissances et d'assurer le contrôle de la qualité. La MINUSMA a également continué de mobiliser l'appui aérien régional de la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL), de l'ONUCI et de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO).

E. Partenariats, coordination des équipes de pays et missions intégrées

33. De concert avec les autorités maliennes, lorsqu'il y avait lieu, la MINUSMA et l'équipe de pays des Nations Unies ont favorisé les approches intégrées fondées sur des priorités convenues, afin que l'action collective des Nations Unies mette à profit les avantages comparatifs des différentes entités. La MINUSMA et l'équipe de pays des Nations Unies ont organisé un séminaire conjoint afin de déterminer les principaux domaines d'intervention pour 2014 et de s'accorder à cet égard. Le plan

d'action commun qui en a résulté est géré par quatre équipes spéciales coprésidées par la MINUSMA et l'équipe de pays des Nations Unies. La MINUSMA et l'équipe de pays ont en outre convenu de continuer à collaborer et à améliorer l'appui fourni par les Nations Unies, grâce à l'élaboration du plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD), un cadre stratégique intégré commun couvrant la période 2015-2019.

34. L'Organisation des Nations Unies a fourni un appui électoral au Mali par l'intermédiaire de son équipe intégrée pour l'appui électoral. Cette équipe a travaillé à Bamako et dans les huit régions du pays. Dirigée par le Directeur de la Division des élections de la MINUSMA, elle a reçu le concours du conseiller technique principal du PNUD pour le Projet d'appui au processus électoral du Mali (PAPEM).

35. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) est demeurée l'organisme pilote des Nations Unies pour les questions de patrimoine culturel et toutes les mesures relatives à la remise en état des sites endommagés dans le nord du Mali, travaillant en coordination avec le Ministère de la culture et d'autres donateurs. Conformément à son mandat, la MINUSMA a appuyé les travaux de l'UNESCO, essentiellement par un soutien adapté aux besoins en matière de logistique et de sécurité.

36. La MINUSMA a maintenu une coopération étroite avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) en fournissant au Gouvernement l'aide nécessaire à l'élaboration et à la mise à jour des politiques et stratégies nationales sur l'égalité des sexes, notamment le nouveau plan d'action sur les femmes et la paix et la sécurité. La MINUSMA et ONU-Femmes ont également lancé un projet commun d'accompagnement des femmes victimes du conflit à Gao et Tombouctou.

37. La Mission a défini le mandat de son équipe spéciale de lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée et l'a communiqué à ses partenaires, afin de contribuer à l'application de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel, dont le Mali est un partenaire régional. La Mission a également poursuivi sa collaboration avec l'opération Serval.

F. Cadres de budgétisation axée sur les résultats

Composante 1 : réconciliation politique et rétablissement de l'ordre constitutionnel

38. Comme indiqué dans les cadres ci-dessous, la MINUSMA a aidé à franchir des étapes décisives sur la voie de la stabilisation et du redressement, faisant office de médiateur dans les négociations qui ont conduit à la conclusion de l'Accord préliminaire de Ouagadougou entre le Gouvernement malien et les groupes armés. Or, les efforts de stabilisation, notamment la restauration de l'autorité de l'État, le rétablissement de la sécurité et la protection des civils, étaient tributaires du succès de ces pourparlers de paix. C'est sur cette toile de fond que la Mission, par l'intermédiaire du Comité de suivi et d'évaluation et de la Commission technique mixte de sécurité institués par l'Accord préliminaire, a contribué de manière capitale aux travaux qui ont débouché sur le lancement du dialogue national sans exclusive.

39. La Mission a organisé des ateliers de travail informels, auxquels ont notamment participé des représentants du Gouvernement et des groupes armés, qui

ont abouti à la formulation, par consensus, du mode opératoire de cantonnement des groupes armés ainsi qu'à la désignation des premiers lieux de cantonnement, étape importante du processus de désarmement, démobilisation et réintégration figurant au nombre des principales mesures de confiance envisagées dans l'Accord préliminaire. On a alors pu entamer les préparatifs relatifs à l'établissement de trois lieux pilotes (2 à Kidal et 1 à Agharous Keyone) approuvés par la Commission technique en septembre 2013, qui devaient accueillir 1 847 éléments armés dûment enregistrés du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) et du Haut Conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA). Les travaux ont cependant été suspendus du fait de la confrontation armée intervenue à Kidal en mai 2014. La Mission a alors contribué de manière décisive à la conclusion d'un accord de cessez-le-feu, le 23 mai 2014, dont elle a défini les modalités.

Réalisation escomptée 1.1 : Promotion du dialogue et de la réconciliation nationale pour instaurer une paix durable et accompagner les mécanismes politiques

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

Mise en œuvre, par le Comité de suivi et d'évaluation et la Commission technique mixte de sécurité, de mesures de confiance

Le Comité de suivi et d'évaluation a mis en place, en juillet 2013, une instance aux fins du dialogue entre les parties, au sein de laquelle siègent des représentants du Gouvernement malien et des groupes armés. Il a par ailleurs évalué l'application de l'Accord préliminaire et lancé des discussions qui portaient sur les mesures de sécurité, notamment celles ayant trait au cantonnement.

La Commission technique mixte de sécurité a été mise en place en juillet 2013 et ses travaux ont permis de déterminer trois lieux pilotes de cantonnement (2 à Kidal et 1 à Agharous Keyone), qu'elle a approuvés en septembre 2013 et qui devaient accueillir 1 847 éléments armés dûment enregistrés du MNLA et du HCUA. Les travaux ont cependant été suspendus du fait de la confrontation armée intervenue à Kidal en mai 2014.

Progrès vers le rétablissement complet de l'ordre constitutionnel, de la gouvernance démocratique et de l'unité nationale au Mali afin de garantir durablement la paix, la stabilité et la réconciliation

Les deux tours de l'élection présidentielle et des élections législatives se sont tenus respectivement en août et septembre et en novembre et décembre 2013. Le Président et le parlement nouvellement élus ont rétabli l'ordre constitutionnel renversé lors du coup d'État. Le rétablissement de l'unité nationale, de la paix et de la stabilité, ainsi que la réconciliation se poursuivent au moyen de divers dispositifs, dont les pourparlers intermalien qui se déroulent à Alger.

Renforcement de la participation des organisations de la société civile (y compris des organisations de femmes) aux instances et mécanismes de réconciliation nationale

La Mission est à l'origine d'activités de sensibilisation visant à favoriser un dialogue national sans exclusive; c'est ainsi que l'on a entamé le recensement des capacités de 150 organisations associatives à Bamako et dans les 4 régions du nord du Mali. Elle prend actuellement une part active à la mise en place de mesures de confiance et au dialogue. Elle a, à ce jour, organisé 3 réunions d'ordre stratégique avec les

représentants de la société civile afin de les inciter à contribuer à ces deux volets de la réconciliation nationale.

La Mission poursuit, tant à Bamako qu'à Tombouctou et en coopération avec des organisations associatives, ses activités de sensibilisation de la société civile; c'est ainsi qu'elle a organisé avec une association féminine – la Coalition nationale de la société civile pour la paix et la lutte contre la prolifération des armes légères – un stage pratique auquel ont participé des notables de l'ensemble du Mali, qui avait pour thème le rôle de la société civile dans le rétablissement et la consolidation de la paix, prélude aux consultations, négociations, médiations et pourparlers en faveur de la réconciliation. Il s'agissait de renforcer les capacités des associations locales, particulièrement celles regroupant des femmes et des jeunes, à œuvrer au dialogue, à la réconciliation et à la cohésion sociale.

Les organisations féminines non gouvernementales étant très nombreuses à agir en faveur de la paix, il importait de mettre sur pied un groupe de discussion composé des dirigeantes de ces organisations ayant le profil et les capacités voulues pour s'impliquer dans la médiation et le processus politique. La Mission a donc assuré la création et le financement d'un groupe pilote de 23 dirigeantes de ces organisations, formées aux techniques de médiation et de négociation et capables d'avoir des échanges avec l'ensemble des parties prenantes à la gestion du conflit. Elle a de plus organisé des stages de formation qui portaient sur la participation des femmes à la vie politique et aux responsabilités, ainsi que sur leurs droits fondamentaux et les instruments y relatifs. Le groupe a élaboré un plan d'action annuel qu'il mettra en œuvre avec l'aide du Groupe de la problématique hommes-femmes, qui relève de la Mission.

Renforcement de la coopération et de la coordination transfrontières avec les pays de la région sur les questions de sécurité, y compris la création d'un mécanisme permanent sur les questions de sécurité

La coopération et la coordination transfrontalières avec les pays de la région en vue de la gestion des opérations et de la sécurité au Sahel ont été passées en revue lors d'un stage pratique de 3 jours qui avait pour objet de reconsidérer les conclusions d'une étude sur la sécurité aux frontières du Mali avec le Burkina Faso et le Niger; ce stage, auquel ont participé des représentants officiels de ces trois pays ainsi que de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), du PNUD et de la MINUSMA, était animé par le Danish Demining Group.

Un groupe de réflexion multidisciplinaire sur la réforme du secteur de la sécurité – dont sont membres la MINUSMA, les partenaires internationaux et le Ministre de l'intérieur et de la sécurité ainsi que des représentants de la société civile, d'autres ministères (Ministère de la défense et des

anciens combattants et Ministère de la justice) et des parlementaires – été institué le 22 novembre 2013 en vue de définir les grands principes de la réforme du secteur de la sécurité, un dispositif de coordination y relatif ainsi qu'une stratégie de mobilisation des ressources.

Le 14 août 2014, le Président malien a décrété la création du Conseil National pour la Réforme du secteur de la sécurité ainsi que d'une cellule de coordination.

La Mission a mis au point le mandat de l'équipe spéciale intégrée des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée, qu'elle a communiqué à ses partenaires du Sahel, dont le Mali. Cette équipe contribuera à la mise en œuvre de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel.

Une matrice de coordination a été établie, qui fait apparaître les domaines dans lesquels l'ONU, l'Union africaine, l'Union européenne, la CEDEAO ainsi que des bailleurs d'aide bilatérale apportent un appui, et qui indique les engagements pris sur le plan financier et leur calendrier d'exécution. Il s'agissait d'harmoniser l'action des divers partenaires en vue de favoriser la cohérence et d'éviter les doublons.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Établissement d'un dialogue politique grâce aux bons offices du Représentant spécial du Secrétaire général et à des réunions multilatérales, bilatérales et nationales, avec les différents acteurs et parties concernés par le rôle de Président du Comité de suivi et d'évaluation et de la Commission technique mixte de sécurité créée par l'Accord préliminaire	14	Réunions multilatérales et bilatérales ont eu lieu, auxquelles ont pris part les intervenants concernés et les parties à l'Accord préliminaire, l'objet étant de faciliter le dialogue grâce aux bons offices du Représentant spécial du Secrétaire général.
Prestation d'avis et de conseils techniques à la Commission Dialogue et réconciliation en vue de l'élaboration de documents présentant diverses options à l'appui du programme de consolidation de la paix défini dans la feuille de route pour la transition, notamment en matière de réformes institutionnelles, d'emploi des jeunes et de réforme du secteur de la sécurité	Oui	Toujours dans le cadre de la mission de bons offices du Représentant spécial du Secrétaire général, des réunions se sont également tenues à Ouagadougou et à Nouakchott entre les groupes armés et le haut représentant pour le dialogue intermalien sans exclusive.
		À l'issue de l'élection présidentielle et des élections législatives, la Commission Dialogue et réconciliation (CDR) a cédé la place à la Commission Vérité, justice et réconciliation (CVJR). La Mission a apporté son concours à la transition entre ces deux institutions, et elle a notamment, à cet effet, présenté des positions de principe au Ministre de la réconciliation nationale et au Ministre de la solidarité, de

Examen avec les pays voisins, à l'occasion de 4 grandes réunions, des problèmes politiques et des problèmes de sécurité qui se posent dans le nord du Mali

Dialogue politique avec les représentants élus, les responsables des services de l'État malien et les partis politiques, y compris les anciens éléments hostiles au Gouvernement, les groupes de la société civile et les représentants de la communauté diplomatique, afin de solliciter l'opinion de chacun, d'échanger des idées et de comprendre les diverses préoccupations, eu égard au processus de réconciliation

Prestation de conseils et d'un appui aux institutions maliennes sur les questions touchant à la coopération régionale et aux objectifs à atteindre et facilitation de la coopération régionale, en collaboration avec l'UNOWA, le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Sahel, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union africaine et le Représentant spécial de l'Union européenne pour le Sahel

l'action humanitaire et de la reconstruction du Nord, aidé le Gouvernement à revoir le statut de la CVJR, tenu des réunions hebdomadaires pour prêter conseil quant aux cas relevant du mandat de la Commission, rédigé des documents d'information sur les procédures de vote et d'adoption de la loi instituant la Commission, et organisé, en collaboration avec le Gouvernement, un colloque et des stages en vue de mieux faire connaître le mandat de la Commission.

- 5 Réunions se sont tenues, au cours desquelles les pays voisins ont discuté, notamment dans le cadre des travaux du Comité de suivi et d'évaluation, des problèmes politiques et de sécurité qui se posent dans le nord du Mali. Par ailleurs, le Représentant spécial du Secrétaire général a pris part à des réunions de haut niveau de l'Union africaine et de la CEDEAO portant sur les problèmes que pose la sécurité au Mali.

Oui Avant les élections, des réunions ont été organisées auxquelles ont participé une quinzaine de partis politiques, l'objet étant de prévenir toute violence électorale. Les responsables de la Mission ont maintenu des contacts réguliers avec les représentants du Gouvernement et les élus, y compris les parlementaires.

La Mission a organisé, à Bamako, Gao, Mopti et Kidal, des stages pratiques portant sur la résolution des conflits et la cohésion sociale, auxquelles ont pris part des représentants d'organisations de la société civile et des autorités locales, ainsi que des associations de femmes et de jeunes. Il s'agissait d'inciter ces organisations à participer au dialogue et à la réconciliation nationale.

- Oui Les responsables de la Mission ont pris part à deux réunions, l'une portant sur la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel (4 décembre 2013) et l'autre, le quatorzième Forum de Bamako, sur les questions y relatives (13 février 2014).

Réalisation escomptée 1.2 : Assistance technique aux organes d'administration des élections maliens afin de favoriser l'organisation d'élections nationales transparentes et dont personne n'est exclu

*Indicateurs de succès prévus**Indicateurs de succès effectifs*

Élections présidentielle et législatives menées à bien et considérées comme libres et régulières par la population malienne et les acteurs internationaux

Objectif atteint : les élections ont été libres et régulières. Les deux tours de l'élection présidentielle se sont déroulés le 28 juillet et le 11 août 2013, et ils ont été suivis par les deux tours des élections législatives, le 24 novembre et le 15 décembre 2013.

Mise en œuvre des plans d'opérations et de sécurité dans le nord du Mali par les organes d'administration des élections

Objectif atteint : des plans d'opérations et de sécurité ont été établis et exécutés conjointement par les instances d'administration des élections, la MINUSMA, l'opération Serval et les forces maliennes.

Remaniement du cadre électoral et examen des responsabilités institutionnelles connexes afin d'encourager une plus grande participation, notamment des femmes, aux mécanismes politiques ou électoraux

À l'issue des scrutins de 2013, les autorités maliennes ont tenu plusieurs réunions avec les partis politiques et les représentants de la communauté internationale afin de recueillir leurs recommandations et revoir le mode de scrutin. La loi électorale a été passée en revue et les discussions se poursuivent quant au mode de scrutin.

*Produits prévus**Produit(s)**exécuté(s) :**oui/non**ou nombre**Observations*

Prestation de conseils techniques et politiques, formation et facilitation des consultations avec la société civile et les médias, et appui à l'organisation de tables rondes avec les partis politiques et les organisations de la société civile visant à promouvoir la participation à la vie politique, la transparence et la communication

Oui 17 réunions se sont tenues avec des candidats aux élections et des représentants des partis politiques : 50 réunions de planification et de coordination ont eu lieu avec les instances d'administration des élections, qui portaient sur la participation des réfugiés et déplacés et sur les besoins opérationnels; 11 réunions ont été tenues avec les organisations de la société civile et 10 autres avec les représentants de la communauté internationale, qui portaient sur la coordination et la progression du processus électoral.

La Mission a dispensé une formation à 30 candidates aux élections législatives, et des consultations se sont tenues avec toutes les parties prenantes concernant la participation des femmes aux délégations participant au dialogue politique. La Mission a par ailleurs prêté une assistance technique en vue de la création d'un groupe pilote de 23 dirigeantes d'organisations féminines, dont elle a assuré le financement.

Envoi d'observateurs électoraux indépendants dans le nord du Mali pour surveiller les élections et en rendre compte

Oui Quatre plans relatifs à l'observation de l'élection présidentielle et des élections législatives ainsi qu'à la sécurité au cours de la période électorale ont été mis au point pour informer les

Renforcement des capacités des organes d'administration des élections tels que la Commission électorale nationale indépendante, le Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de l'aménagement du territoire, la Délégation générale aux élections et la Cour constitutionnelle, notamment grâce à une évaluation intégrée du soutien logistique nécessaire pour la tenue des élections et aux recommandations qui en découleront et aux activités d'appui financées au moyen du fonds commun pour les élections administré par le PNUD

Apport d'un soutien logistique et opérationnel, à la demande des autorités maliennes, en vue du déploiement de membres du personnel des organes d'administration des élections, et fourniture et enlèvement de matériel électoral dans les régions septentrionales de Gao, Tombouctou, Kidal et Mopti

Prestation d'un appui par les effectifs militaires et les unités de police de la MINUSMA, à la demande des autorités maliennes, en vue notamment d'assurer, dans le nord du pays, la sécurité de la livraison et de l'enlèvement du matériel électoral, la protection des centres de dépouillement et des déplacements du personnel des organes d'administration des élections

Formulation de recommandations à l'intention des autorités maliennes en vue de l'amélioration de l'organisation des futurs scrutins, fondées sur les données d'expérience relatives à la rationalisation des procédures institutionnelles, à la réglementation des campagnes électorales et à l'inscription sur les listes électorales

observateurs internationaux et nationaux et faciliter leur déploiement dans le nord du Mali.

Oui Pour renforcer les capacités des instances d'administration des élections, la Mission a organisé 45 réunions, 13 stages de formation et 5 stages d'évaluation.

Oui 228 administrateurs locaux ont été recrutés, formés, équipés, transportés et déployés.

Un soutien logistique a été apporté aux fins du transport et du déploiement. Plus de 80 tonnes de matériel et supports électoraux exigeant ou non une protection particulière ont été transportés et mis en place, et 2 074 cartes de réfugiés portant un numéro d'identification national ont été enregistrées.

Oui 68 réunions de coordination ont été organisées, qui portaient sur la sécurité au cours des périodes électorales, tant au niveau national que régional.

Oui Des recommandations ont été formulées à l'intention des autorités maliennes en vue d'améliorer l'organisation des scrutins à venir. Elles portaient sur les questions suivantes : cadre juridique global, création d'une instance unique et permanente chargée d'administrer tous les scrutins, renforcement des capacités des autorités administratives, consolidation de la stratégie de communication, réexamen de la loi électorale en vue d'accroître le nombre de femmes siégeant aux assemblées élues, et mise à jour périodique des listes électorales – par la prise en compte des données nouvelles du recensement administratif à vocation d'état civil (RAVEC) – afin que toutes les personnes en âge de voter puissent s'inscrire et prendre part aux élections.

Composante 2 : stabilisation de la sécurité dans le nord du Mali

40. Comme indiqué dans les cadres ci-après, malgré les améliorations précédentes, la situation en matière de sécurité s'est détériorée dans le nord du Mali au cours du premier semestre de 2014, notamment après le retrait des Forces de défense et de sécurité maliennes des localités du nord à la suite des affrontements armés intervenus en mai à Kidal. La multiplication des attentats perpétrés au moyen d'engins explosifs improvisés, essentiellement à l'encontre des forces de sécurité maliennes et internationales, a alimenté le sentiment général d'insécurité dans le nord. Toutefois, contrairement aux hypothèses initiales, les risques de sécurité auxquels s'expose la population ont été essentiellement liés au banditisme et à la violence intercommunautaire, en particulier dans les zones où sont retournés des réfugiés et des déplacés et le long des axes commerciaux. Cette insécurité a empêché un retour à la normale et la reprise des activités économiques et de développement.

41. La Mission s'est employée à renforcer progressivement ses capacités en accueillant les nouveaux contingents et effectifs de police déployés et en élargissant la présence de forces militaires, de police et civiles intégrées dans le nord du pays. Des bureaux et camps régionaux ont été créés ou renforcés à Gao, Kidal, Mopti et Tombouctou, et des avant-postes de plus petite taille à Aguelhok, Goundam et Tessalit. La Mission a poursuivi le déploiement des forces de police, militaires et civiles dans ces villes malgré d'énormes difficultés logistiques et problèmes de sécurité.

42. Le nombre de déplacés au Mali a continué de diminuer, atteignant 125 000 personnes en juin 2014, contre 350 000 au plus fort de la crise. Le nombre de réfugiés maliens a également diminué, bien qu'à un rythme plus lent. Au mois de juin 2014, le Burkina Faso, la Mauritanie et le Niger accueillaient toujours quelque 140 000 réfugiés recensés par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HRC), contre 177 000 au plus fort de la crise. Toutefois, la reprise des hostilités en mai 2014, à la suite des affrontements armés à Kidal, a provoqué une légère augmentation des déplacements. Ces affrontements, qui ne visaient pas expressément les civils, ont mis en évidence l'instabilité persistante de la situation en matière de sécurité et requis la mise en œuvre de stratégies améliorées et adaptées pour répondre aux besoins de protection de la population civile dans les principaux centres urbains.

43. À cette fin, des plans de déploiement des forces de la MINUSMA ont été élaborés et appliqués dans sept grands centres urbains pour trois types d'opérations, à savoir : des patrouilles à pied, des patrouilles de longue distance et des missions de protection des forces de jour et de nuit. Dix-huit compagnies armées ont participé à ces opérations. La Mission a mis au point, appliqué et régulièrement révisé des procédures d'atténuation des risques pour toutes les opérations militaires. Des mécanismes de coordination ont été arrêtés et mis en place, notamment avec les forces de défense et de sécurité maliennes, pour limiter, par des contacts avec les patrouilles, le préjudice subi par les civils.

44. Malgré ces résultats, l'absence de progrès sensibles sur le plan politique et l'absence de volonté politique des parties pour entamer un dialogue sans exclusive depuis le début de 2014 a conduit à la reprise des hostilités en mai et au retrait précipité des forces de sécurité maliennes. Ces événements ont provoqué une grave détérioration des conditions de sécurité dans le nord du pays, qui complique encore la situation.

Réalisation escomptée 2.1 : Protection des agglomérations dans le nord du Mali et prévention du retour d'éléments armés en vue de la stabilisation de la situation et de l'élargissement de l'autorité de l'État

*Indicateurs de succès prévus**Indicateurs de succès effectifs*

Rétablissement de la sécurité de la population civile dans les 7 agglomérations urbaines principales dans le nord du Mali

La sécurité des civils a été en partie rétablie dans 7 grands centres urbains du nord du Mali, en particulier à Tombouctou et à Gao. L'activité économique a repris, les écoles ont rouvert et la Police et l'armée nationale exercent maintenant leurs fonctions.

Des plans de déploiement portant sur des patrouilles à pied, des patrouilles longue distance et des missions de protection des forces de jour et de nuit ont été élaborés et appliqués dans 7 grands centres urbains. Dix-huit compagnies armées ont participé aux différentes opérations.

La Mission a mis au point, appliqué et régulièrement révisé des procédures d'atténuation des risques pour toutes les opérations militaires.

Prévention du retour des groupes armés illégaux et de la reprise d'actes de terrorisme et d'intimidation dirigés contre la population civile et des institutions municipales dans les 7 agglomérations urbaines principales

La Mission a empêché le retour de groupes armés extrémistes et terroristes et la reprise d'actes de terrorisme et d'intimidation dirigés contre 7 agglomérations urbaines principales. Toutefois, depuis les affrontements armés survenus à Kidal en mai 2014, la situation est restée très tendue à Tessalit, Kidal et Ménaka où le Gouvernement malien n'avait aucune présence.

Redéploiement des forces de défense et de sécurité maliennes dans les 7 agglomérations urbaines principales et plus grande acceptation par la population locale du rôle joué par ces forces

Les forces de défense et de sécurité maliennes ont été déployées dans les 7 agglomérations urbaines principales; cependant, à la suite des affrontements armés intervenus à Kidal en mai 2014, elles ne sont plus présentes à Kidal et dans les 6 autres localités.

La MINUSMA a veillé à ce que la stratégie de réforme du secteur de la sécurité nationale inclue des éléments tels que l'acceptation des forces de défense et de sécurité maliennes par la population locale pour en améliorer le rôle et l'image.

Produits prévus

*Produit(s)
exécuté(s) :
oui/non
ou nombre Observations*

Élaboration et application d'un plan de déploiement dans 7 grandes agglomérations urbaines (Gao, Tombouctou, Kidal, Ménaka, Tessalit, Dyabali et Douentza) et révision régulière de ce plan en vue d'adapter les opérations militaires de la Mission compte tenu des principales stratégies relatives à l'Accord préliminaire, des problèmes liés à la protection et des activités prévues en matière de relèvement rapide

Oui Des plans de déploiement ont été appliqués pour les patrouilles à pied, les patrouilles de longue distance et les missions de protection des forces de jour et de nuit. Dix-huit compagnies armées ont participé aux différentes opérations.

Élaboration, application et examen régulier des procédures de limitation des préjudices dans toutes les opérations militaires de la Mission, et mise en place de mécanismes de coordination à l'appui de la stratégie plus vaste de protection des civils de la Mission, notamment par les forces de défense et de sécurité malienne

11 315 patrouilles pédestres dans les 7 agglomérations urbaines principales (1 patrouille par compagnie par jour, 31 compagnies pendant 365 jours) pour aider les forces de défense et de sécurité maliennes à stabiliser la situation dans les agglomérations et à protéger les civils

24 patrouilles de longue distance et opérations de sécurité des bataillons de réserve pour prévenir le retour de groupes armés extrémistes (déploiement d'un effectif de la taille d'une compagnie 10 jours par mois par secteur)

7 665 missions de protection de la force (protection de 21 installations de l'ONU par un effectif de la taille d'une section pendant 365 jours)

104 patrouilles de vérification des routes effectuées par les équipes de neutralisation des explosifs et munitions de la Mission (2 compagnies comprenant quatre équipes chacune, pendant 52 semaines) pour appuyer le déploiement des unités d'infanterie et garantir la sécurité des couloirs de circulation

Oui Des mécanismes de coordination, dont des patrouilles pédestres et motorisées, incluant les forces de défense et de sécurité maliennes, ont été élaborés et mis en place pour limiter les préjudices causés aux civils.

8 347 Patrouilles à pied ont été effectuées.

Le nombre de patrouilles motorisées a été inférieur aux prévisions car les contingents militaires se sont déployés plus lentement que prévu.

431 Patrouilles de longue distance ont été effectuées par 18 compagnies.

Le nombre de patrouilles a été plus élevé que prévu du fait d'un impératif opérationnel et pour rassurer la population.

6 719 Missions de protection de la force menées à bien

Le nombre de patrouilles motorisées a été supérieur aux prévisions car les contingents militaires se sont déployés plus lentement que prévu.

Non Les compagnies de neutralisation des explosifs et munitions n'ont pas été entièrement opérationnelles.

Réalisation escomptée 2.2 : Démobilisation des groupes armés comme convenu par les parties à l'Accord préliminaire et renforcement de la capacité du Gouvernement de diriger et de soutenir les programmes de réintégration

Indicateurs de succès prévus

Enregistrement et cantonnement de tous les éléments armés devant être démobilisés conformément aux dispositions de l'Accord préliminaire

Indicateurs de succès effectifs

Les missions de vérification se sont arrêtées après les affrontements intervenus à Kidal le 17 mai. Vingt-sept missions de vérification ont été envoyées sur 3 sites pilotes de précantonnement entre septembre 2013 et juin 2014. Deux recensements logistiques informels du MNLA et du HCUA ont été entrepris sur 3 sites de précantonnement à l'occasion de la distribution de denrées alimentaires et d'articles non alimentaires lors de visites d'évaluation.

Après l'adoption, par les représentants du Gouvernement du Mali et les groupes armés en février 2014, des modalités opérationnelles de cantonnement qui ont porté création d'une équipe de reconnaissance de sites et d'une cellule de coordination des opérations, 2 missions de reconnaissance ont été conduites dans 8 sites dans les régions de Kidal, Gao et Tombouctou en avril et mai 2014 afin de repérer des sites de cantonnement futurs en coordination avec la MINUSMA, le Gouvernement du Mali et les mouvements armés. Les missions de reconnaissance ont été abandonnées en raison de l'insécurité croissante enregistrée au nord du Mali à la suite des affrontements du 17 mai.

En collaboration avec le Service de la lutte antimines des Nations Unies, la Mission a commencé à élaborer des directives aux fins de l'entreposage des armes et munitions en lieu sûr.

Élaboration, financement et exécution de projets de réinsertion d'au moins 1 000 ex-combattants et personnes associées destinés à favoriser un développement socioéconomique participatif, ainsi que de quatre initiatives de lutte contre la violence de proximité

Il était prévu de mener des projets/initiatives visant à promouvoir la réinsertion locale et à lutter contre la violence de proximité près des sites de précantonement. Les séances ordinaires du Comité Technique Mixte de Sécurité ayant temporairement été suspendues de novembre 2013 à mai 2014, la validation des futurs sites de cantonnement a été retardée.

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre		Observations
Assistance technique et soutien logistique pour la mise en place des 3 premiers sites de cantonnement des membres du MNLA et du HCUA, notamment d'un protocole pour le stockage des armes dans des conditions de sécurité et la fourniture d'installations de stockage	Oui		<p>Les activités ont été arrêtées après les affrontements du 17 mai à Kidal, mais un appui technique et logistique a été fourni aux fins de la mise en place de 3 premiers sites de cantonnement des membres du MNLA et du HCUA.</p> <p>Par ailleurs, avec l'aide du Service de la lutte antimines des Nations Unies, la Mission a élaboré un projet de directives sur l'entreposage des armes et munitions en lieu sûr.</p>
Conduite de 36 missions de vérification des sites de cantonnement (vérification de chaque cantonnement une fois par mois, 3 cantonnements pendant 12 mois) et aide à l'installation de sites supplémentaires, le cas échéant	27		<p>Missions de vérification ont été conduites dans trois sites pilotes de précantonement entre septembre 2013 et juin 2014, après validation par le Comité technique mixte de sécurité en septembre 2013.</p> <p>Le nombre de missions de vérification a été moins élevé que prévu en raison de l'arrêt des activités à la suite des affrontements du 17 mai.</p>

Fourniture de conseils et d'un appui techniques au Gouvernement malien et aux groupes armés signataires de l'Accord préliminaire en vue de la définition et de l'adoption des conditions à remplir et des procédures d'enregistrement

Oui Des ateliers sur les divers aspects du cantonnement ont été organisés, des groupes et commissions constitués, un plan de soutien arrêté pour le processus de cantonnement et un mandat défini pour les structures de désarmement, démobilisation et réintégration de la Mission récemment créées. Un groupe de coordination du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration a été constitué pour que le corps diplomatique étudie la possibilité de créer une commission provisoire nationale du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration qui comprendrait des représentants des groupes armés, et évalue les besoins de financement, au cas où le processus de cantonnement serait élargi.

Mise en place d'une base de données dans le cadre des activités de cantonnement et de démobilisation, y compris le préenregistrement et le fichage d'environ 7 000 combattants du MNLA et du HCUA

Non Le programme d'achat a pris du retard du fait des délais d'approvisionnement et de la redéfinition des priorités en matière d'achats.

Mise en place d'une base de données sur les armes et les munitions dans le cadre des activités de cantonnement et de démobilisation

Non Le programme d'achat a pris du retard du fait des délais d'approvisionnement et de la redéfinition des priorités en matière d'achats.

Exécution et financement de projets en vue de la réinsertion locale d'un millier d'ex-combattants et de personnes pouvant leur être associées, ainsi que de 4 initiatives de lutte contre la violence de proximité

Non Il était prévu de mener des projets/initiatives visant à promouvoir la réinsertion locale et à lutter contre la violence de proximité près des sites de précantonnement. Les séances ordinaires du Comité technique mixte de sécurité ayant temporairement été suspendues de novembre 2013 à mai 2014, la validation des futurs sites de cantonnement a été retardée.

Activités de sensibilisation et fourniture de conseils techniques aux institutions nationales et aux groupes de la société civile pour le règlement des problèmes relatifs à la démobilisation des enfants soldats et à l'égalité de traitement des femmes et des hommes dans les programmes, en collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies, en particulier le PNUD, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et ONU-Femmes

Oui Au cours d'inspections et de visites des 3 sites pilotes de précantonnement, des avis techniques ont été donnés aux institutions nationales et aux groupes de la société civile pour sensibiliser les éléments du MNLA et du HCUA à la nécessité ne pas détenir ni recruter des enfants de force. Des activités de sensibilisation ont été conduites pour promouvoir la libération des enfants détenus dans la région de Kidal.

Réalisation escomptée 2.3 : Renforcement de la capacité opérationnelle de la police malienne et des autres institutions de maintien de l'ordre dans le nord du Mali

*Indicateurs de succès prévus**Indicateurs de succès effectifs*

Augmentation du nombre d'installations des institutions de maintien de l'ordre dans le nord

Le nombre d'agents des institutions maliennes de maintien de l'ordre dans le nord du Mali – Police nationale, gendarmerie, garde nationale et protection civile – est passé de 200 à 1 118.

La MINUSMA a conduit une évaluation des besoins, avec les institutions maliennes de maintien de l'ordre, qui a mis en évidence un manque de capacités dans le nord. Cinquante projets ont ainsi été définis et arrêtés pour renforcer les capacités de ces institutions afin d'en faciliter le déploiement dans le nord.

Adoption par le Ministère de la sécurité de plans de développement et de stratégies de formation visant à améliorer les capacités de la police et les règlements policiers

En collaboration avec le Ministère de la sécurité, un groupe pluridisciplinaire de réflexion sur la réforme du secteur de la sécurité a été constitué. Trois sous-groupes de travail ont ensuite été formés. Le groupe de réflexion a tenu 8 séances plénières. Des plans stratégiques ont été adoptés avec les institutions maliennes de maintien de l'ordre, à savoir : le plan stratégique de lutte contre la criminalité transnationale organisée placé sous la direction de la Police des Nations Unies, des membres qualifiés de la Police des Nations Unies étant déployés à l'Office central de répression des stupéfiants, à la Brigade d'investigation judiciaire, à la Brigade des stupéfiants, à la Brigade anticrime et au Service d'investigation judiciaire; une stratégie de renforcement des capacités et de relèvement des moyens de formation de l'Académie de police de Bamako et des établissements de formation de la gendarmerie à Faladié et Bamako.

Renforcement de la confiance du public dans l'aptitude de la police malienne à garantir l'état de droit

Pour remédier à la perte de crédibilité des institutions maliennes de maintien de l'ordre et à leur absence dans le nord du Mali, le déploiement de personnel de maintien de l'ordre ayant un certain niveau de formation a été progressivement accru, ce qui a permis à la population de se sentir davantage en sécurité.

Des problèmes se sont néanmoins posés, notamment parce que les autorités maliennes se sont déployées plus lentement que prévu car elles manquaient de moyens et que la situation s'est dégradée sur le plan de la sécurité, en particulier à Kidal.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Fourniture de conseils techniques au Ministère de la sécurité en vue de l'élaboration de programmes de formation et d'une stratégie concernant la criminalité transnationale organisée, la coordination de l'action des donateurs, l'état de droit, la prise en compte systématique de la problématique hommes-femmes et les enquêtes sur les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité	Oui	Des conseils techniques ont été fournis dans le cadre d'une participation régulière aux réunions de coordination des bailleurs de fonds. La MINUSMA a constitué une cellule et un dispositif de lutte contre la criminalité transnationale organisée. Trois projets, qui pouvaient être mis en œuvre conjointement par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL), ont été retenus pour renforcer les infrastructures et les ressources humaines sur les plans de la formation en matière de coopération nationale et internationale. De plus, 55 membres des institutions maliennes de maintien de l'ordre ont été formés à la lutte contre le trafic de drogue et la criminalité organisée, 29 officiers de police judiciaire et membres de la gendarmerie ont reçu une formation sur la violence sexiste; des magistrats, des avocats et 50 officiers de justice et responsables maliens de l'application des lois ont reçu une formation en droit pénal international et droit des droits de l'homme.
Fourniture de services de secrétariat aux réunions de coordination trimestrielles organisées par le Gouvernement sur la reconstitution de l'appareil de sécurité, notamment dans le cadre de l'élaboration de documents d'information sur les questions de maintien de l'ordre	Oui	Un groupe pluridisciplinaire de réflexion sur la réforme du secteur de la sécurité a été constitué, ainsi que 3 sous-groupes de travail. Le groupe de réflexion a tenu 8 séances de travail. Le Groupe de réflexion et la MINUSMA ont tenu 2 séances de travail. La Mission a participé à toutes les réunions du Groupe de partenaires financiers.
Évaluation, par les autorités maliennes, des besoins de la police malienne et des autres institutions de maintien de l'ordre en vue du rétablissement de l'autorité de l'État, s'agissant notamment des infrastructures, des éléments de logistique et des compétences nécessaires à l'exécution de leurs fonctions	1	Évaluation des besoins a été réalisée entre décembre 2013 et juin 2014 avec les institutions maliennes de maintien de l'ordre, à l'issue de laquelle 50 projets ont été retenus pour appuyer la Police nationale, la gendarmerie, la garde nationale et la protection civile dans trois domaines, à savoir : la construction, le relèvement et la fourniture de matériel.
Évaluation des capacités de la police et des effectifs de policiers déployés, et appui à la réalisation, en coopération avec des partenaires tels que le PNUD, d'une enquête locale sur l'idée que se fait le public de la police	Non	Les autorités de l'État n'ayant pu se déployer dans le nord du Mali, les institutions maliennes de maintien de l'ordre n'ont pas non plus pu se déployer comme prévu car elles manquaient d'infrastructures et que la situation se détériorait

Fourniture quotidienne de conseils et d'aide en matière de renforcement de capacités à la police malienne par des membres de la Police des Nations Unies affectés dans les régions de Gao, de Tombouctou, de Kidal et de Mopti ainsi qu'à Bamako, notamment aux deux écoles de police de Bamako

Organisation de stages, destinés notamment aux formateurs, à l'intention de 3 000 membres des forces de sécurité maliennes sur les techniques de surveillance policière, la lutte antiémeute, la sécurité des élections, les enquêtes et le droit international des droits de l'homme, y compris les questions relatives à la problématique hommes-femmes et à la violence sexuelle liée aux conflits

sur le plan de la sécurité dans certaines régions telles que Kidal; il a donc semblé prématuré et inutile de conduire une enquête sur la façon dont la police était perçue au niveau local.

2 840 Activités de coïmplantation ont été conduites dans les quatre régions du nord (Kidal, Gao, Tombouctou et Mopti) pour y encadrer et conseiller les institutions maliennes de maintien de l'ordre et en renforcer les capacités.

39 membres de la Police des Nations Unies ont partagé les locaux des institutions de maintien de l'ordre dans les régions, 18 membres de la Police des Nations Unies ont partagé les locaux des établissements de formation des membres des institutions maliennes de maintien de l'ordre (Police et gendarmerie nationales) avec ces derniers, auxquels 5 membres de la Police des Nations Unies qualifiés en matière de lutte contre la criminalité transnationale organisée ont fourni des conseils quotidiens et une aide pour renforcer leurs capacités.

4 942 Membres des forces de sécurité maliennes, dont 153 femmes, ont reçu une formation.

Il a fallu former davantage de membres des institutions maliennes de maintien de l'ordre que prévu pour qu'ils puissent acquérir des connaissances techniques afin de maintenir l'ordre efficacement lors des élections présidentielle et législatives.

Des formations ont également été dispensées dans les domaines des techniques de maintien de l'ordre, de la lutte antiémeute, de la sécurité des élections, des enquêtes sur les accidents de la route, de l'informatique, de la lutte contre le trafic de drogue et la criminalité organisée, des enquêtes de police scientifique et du droit international relatif aux droits de l'homme, notamment en ce qui concerne les questions liées à la violence sexiste et sexuelle en temps de conflit.

En outre, en coopération avec la Mission de formation de l'Union européenne au Mali, une formation sur les droits de l'homme et le droit international relatif aux droits de l'homme a été dispensée à 3 400 recrues des forces maliennes de sécurité.

210 000 heures-homme de patrouille conjointe des unités de police constituées des Nations Unies et de la police malienne (7 heures par patrouille x 10 membres des unités de police constituées par patrouille x 2 patrouilles par unité de police constituée x 6 unités de police constituées x 250 jours)	201 320	Heures-homme de patrouille conjointe des unités de police constituées des Nations Unies et de la police malienne ont été effectuées. Le nombre d'heures-homme de patrouille effectuées a été moins élevé que prévu car la situation en matière de sécurité s'est dégradée à Kidal à la suite des affrontements armés de mai 2014.
5 000 heures-homme d'appui opérationnel à la lutte antiémeute fournies par les unités de police constituées à la police malienne, y compris dans le cadre d'exercices d'entraînement communs	5 520	Heures-homme d'appui opérationnel d'unités de police constituées ont été fournies à la police malienne aux fins de la lutte antiémeute, notamment dans le cadre d'exercices d'entraînement conjoints. Le nombre d'heures-homme d'appui opérationnel fournis aux institutions maliennes de maintien de l'ordre a été plus élevé que prévu pendant les élections présidentielle et législatives.
45 000 heures-homme de patrouille des unités de police constituées des Nations Unies (6 heures par patrouille x 5 hommes par patrouille x 6 unités de police constituées x 250 jours) dans les zones instables à l'appui de la police malienne	188 520	Heures-homme d'appui opérationnel d'unités de Police constituées des Nations Unies ont été fournies. Le nombre d'heures-homme d'appui opérationnel fournis aux institutions maliennes de maintien de l'ordre a été plus élevé que prévu pendant les élections présidentielle et législatives.

Réalisation escomptée 2.4 : Progrès dans le rétablissement de l'autorité de l'État et dans la promotion des mécanismes de règlement des conflits locaux grâce à des activités de concertation et de médiation menées localement dans le nord

Indicateurs de succès prévus

Retour des préfets et des sous-préfets dans les anciennes zones de conflit en vue du rétablissement de l'autorité de l'État

Participation des groupes de la société civile et des groupes de jeunes au dialogue intrarégional et national pour la réconciliation et aux forums de développement

Indicateurs de succès effectifs

Au 30 juin 2014, 16 préfets et 126 sous-préfets ont regagné les zones de conflit. La MINUSMA a appuyé leur retour dans ces zones pour rétablir l'autorité de l'État. Il a été ensuite procédé à un état des lieux dans les quatre régions du nord afin d'analyser et d'évaluer l'état d'avancement du rétablissement des institutions.

La Mission a mené une étude afin de déterminer si les 150 organisations de la société civile dans les quatre régions du nord et à Bamako avaient les ressources nécessaires pour participer au renforcement de la confiance et au dialogue. Ayant constaté des insuffisances, elle a regroupé et renforcé les mécanismes et les activités de coordination au niveau local, communautaire et régional.

Réduction des tensions dans le nord et des conflits communautaires concernant les terres, l'appartenance ethnique et le retour des populations, les ressources naturelles, les structures de pouvoir coutumières et locales	Afin que les organisations de femmes et de jeunes aient les moyens de participer au dialogue et au processus de réconciliation, la Mission a facilité les relations entre les organisations de la société civile et les autorités locales et de l'État à Tombouctou, Gao et Kidal.
Lancement d'un mécanisme de dialogue ouvert et de réconciliation entre les communautés dans le nord visant à instaurer une meilleure compréhension par les unes et les autres des griefs respectifs et des origines des conflits	Des missions d'évaluation sur le terrain ont été réalisées conjointement avec les autorités locales et les partenaires dans les quatre régions du nord afin d'évaluer les infrastructures liées à la prestation de services sociaux et les obstacles au rétablissement de l'autorité de l'État. Suite à ces évaluations, des projets à effet rapide ont été élaborés et approuvés dans les domaines suivants : rétablissement de la confiance entre la population et les autorités de l'État, modernisation de l'éclairage et rénovation du stade municipal de Tombouctou et amélioration de l'accès à l'eau potable et de la gestion des déchets à Kidal.
	Objectif atteint.
	À la suite d'une série d'activités de sensibilisation menées dans les régions de Bamako, Gao, Tombouctou et Kidal, des réunions mensuelles ont été organisées pour promouvoir le dialogue, la réconciliation et la participation de la société civile à la bonne gouvernance. Au cours de ces réunions à Kidal, par exemple, des responsables de la société civile et des chefs traditionnels ont discuté d'un certain nombre de questions clefs, à savoir la réouverture des écoles, l'état d'avancement et les incidences du rétablissement de l'autorité de l'État, l'accès des populations locales à l'eau, la participation des autorités locales et traditionnelles à la consolidation de la paix et le renforcement des moyens donnés aux femmes afin qu'elles participent au processus de paix et de réconciliation.

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) :	
	oui/non ou nombre	Observations
Détermination, en collaboration avec les autorités locales et les partenaires, notamment l'équipe de pays des Nations Unies, des ressources et des initiatives de renforcement des capacités à prévoir pour améliorer la gouvernance locale dans 36 communes touchées par le conflit	Oui	Dans le cadre de deux réunions du groupe de travail sur la décentralisation et la mise en place des institutions et d'une réunion avec le Ministre de l'administration territoriale et de la décentralisation, des ressources ont été dégagées et des initiatives de renforcement définies pour améliorer la gouvernance locale dans 36 communes. En outre, des séances de sensibilisation ont été organisées et des journaux distribués une fois par semaine.

Mise en place, avec le concours de 200 partenaires locaux, d'activités de renforcement de la confiance et du dialogue entre l'administration civile, les femmes, les jeunes, la société civile et les représentants religieux en vue de leur faire accepter l'autorité de l'État et de les associer à des initiatives de stabilisation

Oui Des mécanismes de dialogue et de renforcement de la confiance ont été mis en place dans le cadre de réunions stratégiques avec les organisations de la société civile, les associations locales (en particulier de femmes et de jeunes) et les autorités locales et de l'État. Trois projets à effet rapide ont été réalisés, à savoir l'éclairage et la rénovation partielle du stade de Tombouctou (1), la construction de deux hangars au marché de poissons (2) et l'amélioration de l'assainissement à Kidal (6)

Fourniture de conseils aux autorités et aux notables locaux, et lancement d'activités de sensibilisation auprès d'eux, sur les mesures visant à faciliter la participation de la société civile, des femmes, des jeunes et des représentants religieux aux forums et mécanismes de réconciliation dans le nord

Oui Des conseils et des informations ont été fournis aux autorités locales et aux responsables locaux dans le cadre de 4 séances de renforcement des capacités, auxquelles ont participé le Ministère de la réconciliation et la Commission Vérité, justice et réconciliation.

Réalisation de 4 études des causes profondes des conflits et des motifs de tensions possibles entre les communautés, qui permettront de définir les mesures à prendre en matière de règlement des conflits pour garantir la protection des civils

8 Études des causes profondes des conflits dans le nord du pays ont été menées. Plus d'évaluations ont pu être faites grâce aux capacités d'analyse disponibles et à la possibilité d'effectuer un plus grand nombre de missions.

Élaboration avec les partenaires de 4 projets régionaux destinés à soutenir et à pérenniser les initiatives et les accords locaux visant à remédier aux causes profondes des conflits, et choix des projets à effet rapide à mettre en place en priorité en vue d'obtenir des retombées immédiates pour la paix

Non Des projets et des descriptifs de projet ont été élaborés concernant la remise en état d'un marché aux poissons géré par des femmes à Tombouctou, la construction de moulins, l'aménagement de la corniche à Gao et la rénovation de la Maison de la femme à Kidal, mais ils n'ont pas pu être exécutés au cours de la période considérée en raison de la détérioration de la situation en matière de sécurité.

Réalisation escomptée 2.5 : Renforcement de la capacité nationale de réformer le secteur de la sécurité

Indicateurs de succès prévus

Adoption et application par le Gouvernement d'une politique et d'instruments de gouvernance et de contrôle adéquats pour que les institutions chargées de la sécurité se soumettent et rendent des comptes aux autorités politiques légitimes

Indicateurs de succès effectifs

Un groupe de réflexion pluridisciplinaire sur la réforme du secteur de la sécurité, composé de la MINUSMA et du Ministère de l'intérieur et de la sécurité, a été créé le 6 janvier 2014 sous l'autorité du Ministère malien de l'intérieur et de la sécurité; il est présidé par l'Inspecteur général de la police. En outre, il comprend trois sous-groupes de travail officiellement mis en place pour garantir un véritable appui à la réforme du secteur de la sécurité.

Le groupe de réflexion a établi, en consultation avec les parties prenantes nationales, un rapport contenant des recommandations stratégiques sur la voie à suivre en matière de réforme du secteur de la sécurité au Mali, qu'il a présenté au Gouvernement et à l'Assemblée nationale pour approbation.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Fourniture de conseils techniques au Gouvernement en vue de l'adoption d'une conception commune de l'avenir du secteur de la sécurité	Oui	Des conseils techniques ont été fournis dans le cadre de réunions hebdomadaires avec le groupe de réflexion et un appui a été fourni pour l'élaboration d'une stratégie de réforme du secteur de la sécurité nationale. Un rapport final a été établi sur la vision nationale, le mécanisme de coordination et la stratégie de mobilisation des ressources et présenté au Gouvernement en avril 2014; il est en instance d'approbation.
Fourniture de conseils techniques en vue de la mise en place d'un programme de renforcement des capacités de contrôle parlementaire, en concertation avec le corps législatif malien, notamment par le renforcement des capacités des experts et conseillers parlementaires maliens	Oui	Des conseils techniques ont été fournis dans le cadre d'une réunion tenue le 30 avril 2014 avec le Président de la Commission de défense et de sécurité de l'Assemblée nationale, au cours de laquelle a été examinée une proposition préliminaire concernant le renforcement des capacités des parlementaires maliens afin qu'ils puissent exercer un contrôle des forces de sécurité.
Production d'une grille de coordination indiquant les domaines d'appui du système des Nations Unies, de l'Union africaine, de l'Union européenne, de la CEDEAO et des acteurs bilatéraux, les moyens financiers fournis par les uns et les autres et les calendriers d'exécution	Oui	Une matrice de coordination visant à harmoniser l'action des partenaires a été établie en vue de promouvoir la cohérence et d'éviter les doubles emplois.
En collaboration avec le Service de la lutte antimines, fourniture d'une assistance technique à la Commission nationale de lutte contre la prolifération des armes légères en vue de faire respecter les traités internationaux relatifs au désarmement, dont la Convention sur les armes inhumaines de 1980	Oui	Une assistance technique a été fournie à la Commission nationale de lutte contre la prolifération des armes légères pour créer et gérer une base de données d'armes et de munitions afin de suivre les tendances concernant les armes légères et de petit calibre et proposer des programmes sur la base de données factuelles. En outre, le Service de la lutte antimines a fourni une assistance technique en vue de relancer le processus d'établissement de rapports au titre des Protocoles II et V de la Convention sur certaines armes classiques, y compris en facilitant la participation de la Directrice du génie militaire (Direction du génie militaire) à la réunion d'experts sur le Protocole II modifié et le Protocole V, qui s'est tenue à Genève du 1 ^{er} au 4 avril 2014.

Fourniture d'un appui au Service de la lutte antimines dans l'évaluation de 10 installations de stockage d'armes et de munitions en vue de repérer les menaces immédiates, et exécution de projets relatifs à la sécurité des armes et des munitions pour le compte des forces de défense et de sécurité maliennes

23 Installations de stockage d'armes et de munitions ont été évaluées. Par ailleurs, 57 membres des forces de défense et de sécurité maliennes ont suivi des formations en gestion de la sécurité des stocks d'armes; tous ont eu une formation de base de magasinier, 21 ont acquis des compétences de gestionnaire de dépôt et 19 ont poursuivi la formation pour devenir inspecteurs.

En outre, à la demande du Ministère de la défense, le Service de la lutte antimines a détruit dans de bonnes conditions de sécurité 85 missiles sol-air obsolètes et inutilisables et, à la demande de la Direction du génie militaire, 2 685 kg d'explosifs stockés dans des conditions précaires et parvenus à expiration.

Composante 3 : protection des civils, droits de l'homme et justice

45. Comme il est indiqué dans les cadres ci-dessous, en attendant que le processus de dialogue national pour la paix soit officiellement lancé, la MINUSMA a fourni une assistance technique au Gouvernement malien pour la réforme de sa Commission nationale des droits de l'homme. Outre la formation sur le droit pénal international et des droits de l'homme organisée à l'intention du personnel judiciaire malien, la MINUSMA a fourni des conseils techniques aux juges d'instruction et renforcé leurs compétences afin qu'ils puissent poursuivre les auteurs de crimes graves au regard du droit humanitaire international et des droits de l'homme.

46. La Mission a fourni des conseils et un appui technique à la Commission nationale des droits de l'homme, l'aidant à renforcer ses capacités et établir son indépendance en vue d'améliorer son accréditation par le Comité international de coordination des institutions nationales des droits de l'homme. Plusieurs activités de base ont été entreprises en faveur du plein respect de ces droits, dont un débat approfondi organisé lors d'un atelier sur la réforme de la Commission nationale des droits de l'homme, l'adoption d'un plan de réforme, six réunions de sensibilisation de haut niveau sur la réforme menée par la Mission avec les homologues nationaux et, surtout, la fourniture de conseils techniques pour l'élaboration du projet de loi relatif à la Commission nationale des droits de l'homme.

47. Entre mai et décembre 2013, 71 cas de violations des droits de l'homme ayant fait 249 victimes, dont 7 femmes, ont été recensés, dont des exécutions sommaires, des disparitions forcées, des viols, des pillages, des arrestations et détentions illégales, des actes de torture et d'autres traitements ou punitions cruels, inhumains et dégradants perpétrés par les forces de défense et de sécurité maliennes et des groupes armés contre des civils, principalement des Arabes et des Touaregs dans les régions de Kidal, Gao et Tombouctou. Entre janvier et juin 2014, 21 cas de violations des droits de l'homme ayant fait au moins une centaine de victimes ont été commis par les forces de défense et de sécurité maliennes et des groupes armés.

48. La MINUSMA a continué de recenser les affaires concernant des civils victimes de combats entre groupes armés et milices progouvernementales et

d'affrontements interethniques. De mai à décembre 2013, 49 cas de civils tués ont été recensés, contre 31 entre janvier et juin 2014. Plus d'une centaine de personnes détenues pour faits liés au conflit ont été libérées en vertu de l'article 18 de l'Accord préliminaire.

49. La MINUSMA a fourni des conseils et un appui technique aux autorités gouvernementales au titre des normes internationales relatives à la protection de l'enfance. Grâce à la collaboration avec d'autres membres du mécanisme de coordination, des enfants détenus pour faits liés au conflit et libérés ont pu retrouver leur famille. À cet égard, le rôle des organismes gouvernementaux a fait l'objet d'un examen approfondi, en étroite collaboration avec l'UNICEF et le Ministère de la famille. La Mission a, le 1^{er} juillet 2013, obtenu la signature entre le Gouvernement malien et l'Organisation des Nations Unies d'un protocole sur la libération et le transfert d'enfants associés aux forces et aux groupes armés. Grâce aux activités d'information et de sensibilisation de la Mission, tous les enfants détenus par les groupes armés et la majorité des enfants détenus par le Gouvernement malien ont été libérés et sont en voie de réinsertion.

50. Le mécanisme qui coordonne la stratégie de protection des civils de la Mission a été mis en place au dernier trimestre de la période considérée. Une équipe spéciale de protection des civils a également été créée en vue de faire une évaluation mensuelle des risques. La MINUSMA a fait en sorte qu'il y ait des missions hebdomadaires de suivi et d'enquête sur les violations des droits de l'homme et les violations du droit international humanitaire, notamment celles commises contre des femmes et des enfants, dans les quatre régions du nord du Mali. Ces missions ont été effectuées en milieux urbain et rural, dans le cadre de 62 transports nocturnes sur le terrain, du 1^{er} novembre 2013 au 30 juin 2014. En outre, en janvier 2014, la Mission a créé, au sein du groupe de protection, un groupe de travail sur l'accès à la justice et à l'état de droit.

Réalisation escomptée 3.1 : Renforcement des capacités des autorités maliennes en matière de protection des civils touchés par le conflit armé et de répression des violences sexuelles et sexistes et des violations graves des droits de l'enfant liées au conflit

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

Réduction du nombre de victimes civiles et de violations des droits de l'homme dans les zones de conflit

19 grosses affaires de violence entre communautés, ayant fait au moins 47 victimes, ont été recensées. S'agissant des attaques contre des civils et des attaques asymétriques, la Mission a recensé 36 incidents ayant fait 80 victimes, soit une réduction globale du nombre de violations des droits de l'homme.

Augmentation du nombre d'auteurs de violences sexuelles traduits en justice

276 cas de violences sexuelles ont été recensés, mais seulement 7 ont donné lieu à des poursuites. L'absence de poursuites s'explique par les règlements à l'amiable, la crainte de la stigmatisation et l'absence de plaintes.

Respect par toutes les parties au conflit de l'engagement qu'elles ont pris de protéger les enfants touchés par les conflits armés, conformément aux résolutions 1612 (2005) et 1882 (2009)

Des réunions ont été organisées avec le Mouvement national pour la libération de l'Azawad et le Haut Conseil pour l'unité de l'Azawad. Toutefois, le Mouvement pour l'unité et le jihad en Afrique de l'Ouest et Ansar Eddine n'ont pas été invités en raison de la détérioration des conditions de sécurité.

La collaboration avec d'autres entités du mécanisme de coordination, notamment entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement du Mali, a permis à des enfants libérés de retrouver leur famille.

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre	Observations
Élaboration d'analyses sur les risques auxquels les civils sont exposés dans les régions les plus peuplées du nord du Mali, qui contribuent à l'élaboration des plans opérationnels de la Mission et appuient l'action humanitaire dans son ensemble, notamment les activités du groupe pour la protection	Non	Il n'a pas été possible de procéder systématiquement à des analyses de base, le conseiller en matière de protection des civils n'ayant été recruté qu'en avril 2014 et le mécanisme de coordination de la Mission mis en place qu'en juin 2014.
Réunions avec les autorités nationales et les quatre parties énumérées par le Secrétaire général dans son rapport de 2012 sur la violence sexuelle liée aux conflits afin de les informer de leur inscription sur la liste et de les faire participer à l'élaboration et à la mise en œuvre de plans d'action visant à mettre fin aux violences sexuelles liées aux conflits	Non	Des réunions ont été organisées avec le Mouvement pour l'unité et le jihad en Afrique de l'Ouest et le Haut Conseil pour l'unité de l'Azawad, mais Ansar Eddine n'a pas été invité en raison de la détérioration des conditions de sécurité.
Fourniture aux institutions maliennes chargées de la sécurité d'un appui et de conseils techniques pour la conception et la mise en place de groupes spécialement chargés de traiter des questions relatives à la protection des femmes	Oui	
Poursuite, en collaboration avec l'UNICEF, des activités de sensibilisation et de promotion en faveur de la démobilisation, de la réadaptation et de la réinsertion des enfants détenus, des enfants soldats et des enfants associés à des forces et groupes armés dans les situations de conflit	Oui	Grâce aux activités d'information et de sensibilisation de la Mission, tous les enfants détenus par les groupes armés et la majorité des enfants détenus par le Gouvernement malien ont été libérés.
Fourniture d'avis techniques au mécanisme mis en place au Ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille pour assurer le suivi des enfants soldats démobilisés	Oui	Des conseils et un appui technique ont été fournis dans le cadre de 2 réunions avec l'UNICEF et le Ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille. En outre, la collaboration avec d'autres membres du mécanisme de coordination, notamment entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement du Mali, a permis à des enfants libérés de retrouver leur famille.

Production et diffusion d'une étude sur les femmes maliennes et leur statut, afin d'enrichir les stratégies mises en œuvre par la Mission pour assurer la transversalisation de la problématique hommes-femmes et répondre aux préoccupations des femmes

Non L'étude n'a pas pu être réalisée en raison de retards dans le recrutement du personnel de recherche.

Réalisation escomptée 3.2 : Renforcement du respect et de la protection des droits de l'homme au Mali

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

Diminution du nombre de violations des droits de l'homme commises par les autorités maliennes et accroissement de l'efficacité des mécanismes de responsabilisation en cas de violation

Entre juillet et décembre 2013, 76 cas graves de violations des droits de l'homme perpétrées par les forces de défense et de sécurité maliennes ont fait 156 victimes, et 71 cas de violations ont fait 149 victimes; et entre janvier et juin 2014, 5 cas de violations ont fait 7 victimes. À partir de septembre 2013, les violations des droits de l'homme perpétrées par les forces de défense et de sécurité maliennes ont nettement diminué du fait de la diminution des opérations résultant du dialogue politique.

Renforcement du respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire par les acteurs non étatiques

37 cas graves de violations des droits de l'homme et violations du droit international humanitaire commises par des acteurs non étatiques (groupes armés) ont fait 88 victimes. La MINUSMA a entrepris un dialogue de fond afin de rappeler aux acteurs non étatiques leurs obligations juridiques découlant du droit des droits de l'homme et du droit international humanitaire. En conséquence, les groupes armés ont fourni des preuves, mené des enquêtes internes et permis aux spécialistes des droits de l'homme d'accéder à tous les lieux de détention.

Traitement des questions liées à l'impunité en cas de violation grave des droits de l'homme et à la justice transitionnelle dans le cadre de consultations nationales

Les violations des droits de l'homme qui se sont produites pendant la crise et après la reprise de territoires maliens en 2013 n'ont pas été abordées. S'agissant de la crise dans le nord du pays, la Mission a recensé 19 cas d'exécution sommaire et arbitraire ayant fait au moins 118 victimes, qui seraient imputables aux forces armées maliennes. Les autorités judiciaires maliennes ne s'intéressent que très peu aux violations, à l'exception de celles commises dans le cadre du coup d'État de 2012 (mutinerie de Kati et affaire des Bérets rouges).

Le Gouvernement malien a adopté deux décrets, à savoir l'ordonnance n° 2014-003/P-RM du 15 janvier 2014 relative à la création de la Commission Vérité, justice et réconciliation et le décret n° 2014-0013/P-RM du 15 janvier 2014 concernant l'organisation et les modalités de fonctionnement de cette commission. Aucun membre n'ayant encore été nommé, la nouvelle commission n'est pas encore opérationnelle, mais elle a reçu un appui technique de la MINUSMA pour mieux respecter les normes internationales des droits de l'homme.

Renforcement de l'indépendance et du pluralisme de la Commission nationale des droits de l'homme conformément aux normes énoncées dans les Principes de Paris concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme

La MINUSMA a fourni un appui technique au Ministère de la justice au titre de la réforme de la Commission nationale des droits de l'homme afin de la mettre en conformité avec les normes internationales.

À cet égard, un atelier a été organisé en mars 2014 afin de lancer le processus de réforme et d'adopter une marche à suivre pour les prochaines grandes étapes. En outre, un projet de loi a été adopté par des experts nationaux et internationaux à la suite de l'atelier qui a eu lieu du 1^{er} au 3 mars 2014 et présenté au Ministère de la justice pour soumission au Gouvernement avant adoption par le Parlement. Il est toujours en cours d'examen par la Commission malienne des lois constitutionnelles, de la législation, de la justice et des institutions.

Des activités de plaidoyer ont été menées pour amener les autorités exécutives, législatives et judiciaires maliennes, dont le Chef de l'État, à s'engager en faveur de la réforme de la Commission nationale des droits de l'homme.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre Observations</i>
Missions hebdomadaires de suivi et d'enquête sur les violations des droits de l'homme et les violations du droit international humanitaire, notamment celles commises contre des femmes et des enfants, dans quatre régions du nord du Mali	Oui Des missions hebdomadaires de suivi et d'enquête ont été effectuées dans les quatre régions du nord du Mali grâce à la mise en place du mécanisme de surveillance et de communication de l'information, et l'organisation de 60 transports nocturnes, 5 réunions du groupe de travail technique du mécanisme de surveillance et de 7 missions de surveillance de violations graves des droits de l'enfant.
Établissement de rapports assortis de recommandations sur la situation des droits de l'homme et leur protection, et activités de sensibilisation correspondantes, notamment en ce qui concerne la violence sexuelle liée aux conflits, par l'intermédiaire des arrangements de suivi, d'analyse et de communication de l'information, et contribution aux rapports sur les violations graves des droits de l'enfant élaborés par l'UNICEF dans le cadre du mécanisme de surveillance et de communication de l'information. Publication de 1 rapport public sur l'évolution de la situation des droits de l'homme, de 1 rapport thématique assorti de recommandations à l'intention des parties prenantes et portant sur la répression des violations des droits de l'homme et du droit international	Oui Le Secrétaire général a publié 1 rapport sur la violence sexuelle liée aux conflits au Mali et ailleurs (décembre 2013), 1 rapport sur les droits de l'homme portant sur la période allant du 1 ^{er} novembre 2013 au 31 mai 2014, 1 rapport sur le sort des enfants en temps de conflit armé (décembre 2013) et 4 notes horizontales globales sur le sort des enfants en temps de conflit armé, comprenant des contributions du Mali et d'autres pays.

humanitaire et les questions liées à la protection, et d'au moins 1 étude des tendances en matière de violence sexuelle produite dans le cadre des arrangements de suivi, d'analyse et de communication de l'information

Fourniture d'un appui et d'avis techniques, notamment par le biais de formations, aux forces de sécurité et au personnel judiciaire pour la conduite d'enquêtes et de poursuites contre les auteurs présumés de violations des droits de l'homme et du droit humanitaire, et mise en œuvre de la politique de diligence voulue de l'ONU en matière de droits de l'homme

Fourniture d'un appui technique aux composantes de la société civile pour les aider à mener des discussions de groupe et à mettre au point un rapport rassemblant et présentant les revendications légitimes, les préoccupations et les aspirations des Maliens sur les questions liées à la réconciliation et à la justice transitionnelle dans le cadre de mécanismes de concertation nationale, et appui aux campagnes de sensibilisation à ces questions par l'intermédiaire du Comité de suivi et d'évaluation

Facilitation de discussions hebdomadaires avec les chefs des groupes armés dans les zones instables, en particulier à Kidal, en vue de régler des questions essentielles liées aux droits de l'homme

Fourniture d'un appui et de conseils techniques aux autorités nationales et aux responsables locaux pour la mise en place de mécanismes d'alerte et d'intervention rapides destinés à protéger les civils

Fourniture d'un appui et de conseils techniques à la Commission nationale des droits de l'homme en vue de l'adoption d'une série de mesures visant à renforcer ses capacités et à garantir son indépendance, de façon qu'elle obtienne une meilleure note lors du processus d'accréditation du Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme

Oui Des conseils et un appui technique ont été fournis au titre de l'évaluation des risques de la politique de diligence voulue et de l'élaboration de procédures opérationnelles permanentes, tandis que des sessions de formation ont été organisées à l'intention du personnel judiciaire et pénitentiaire malien et de 40 magistrats et officiers de police judiciaire ainsi que de 100 membres du personnel pénitentiaire maliens.

Non Jusqu'en juin 2014, le dialogue en faveur de la paix n'avait pas avancé. Les progrès enregistrés dans les débats sur la justice transitionnelle et la réconciliation n'ont concerné que le dialogue politique.

Oui Des réunions spéciales ont eu lieu sur la participation des femmes au processus de réconciliation et sur la protection contre la violence sexiste.

Oui Des conseils et un appui techniques ont été fournis aux autorités nationales et aux responsables locaux dans le cadre d'un atelier et de trois missions d'évaluation.

Oui Des conseils et un appui techniques ont été fournis dans le cadre de 1 atelier sur la réforme de la Commission nationale des droits de l'homme (mars 2014), de l'adoption d'un plan d'action sur la réforme (mars 2014) et de 6 réunions de sensibilisation de haut niveau sur la réforme, ainsi que des conseils techniques pour le projet de loi.

La Division des droits de l'homme a fourni des conseils techniques et mené des activités de sensibilisation de haut niveau au titre de la mise en place de la nouvelle Commission nationale des droits de l'homme et des libertés.

Composante 4 : relèvement rapide dans le nord du Mali

51. Comme il est indiqué dans les cadres ci-dessous, le plan d'action concernant le nord du Mali a été élaboré en collaboration avec l'équipe humanitaire de pays et approuvé en septembre 2013. Il propose des mesures prioritaires à mettre immédiatement en œuvre par différents groupes ainsi que des mesures de sortie de crise dans des domaines clefs liés au rétablissement de l'autorité de l'État. S'inspirant d'une méthode conçue spécialement, ce plan d'action a dégagé 36 zones d'intervention prioritaire dans le nord du Mali, où il a été procédé à un état des lieux des services sociaux de base.

52. Des projets à effet rapide destinés aux communautés et aux groupes vulnérables touchés par le conflit ont été mis en place en vue de rétablir les services de base et stimuler la croissance économique afin de mettre immédiatement à profit les bénéfices de la paix. En conséquence, 21 projets à effet rapide ont été approuvés pour les régions de Kidal, Gao et Tombouctou, dans divers secteurs comme l'agriculture, l'eau, l'électricité, la police, la justice et les moyens de subsistance.

53. Au 30 juin, 5 des 12 tribunaux et 4 des 12 prisons dans le nord étaient en activité, à savoir les tribunaux des juridictions de Tombouctou, Gao, Bourem, Niafouké et Gourma-Rahrous, et les prisons des juridictions de Gao, Tombouctou, Gourma-Rahrous et Niafouké. La Mission a également joué un rôle déterminant dans le retour du personnel judiciaire et pénitentiaire dans plusieurs juridictions du nord du pays : à Gao, 6 des 18 fonctionnaires judiciaires sont retournés; à Bourem, 1 fonctionnaire sur les 4; à Tombouctou, 18 fonctionnaires sur les 25; à Gourma-Rahrous, 5 fonctionnaires sur les 9; et à Niafouké, 8 fonctionnaires sur les 12. S'agissant du personnel pénitentiaire, sur les 20 fonctionnaires qui étaient présents à Gao, 8 sont retournés; à Tombouctou, 4 fonctionnaires sur les 7; à Gourma-Rahrous, 2 fonctionnaires sur les 4; et à Niafouké, 2 fonctionnaires sur les 5.

54. La MINUSMA a organisé des cours à Tombouctou, Gao et Mopti à l'intention de 138 membres de l'appareil judiciaire des régions du nord, à savoir des magistrats, des officiers de police judiciaire et des agents de l'administration pénitentiaire.

Réalisation escomptée 4.1 : Aide au développement et aide humanitaire dans le nord du Mali procurant des avantages immédiats en vue de favoriser les efforts de consolidation de la paix et un développement socioéconomique viable et équitable à plus long terme

Indicateurs de succès prévus

Élaboration d'un programme de relèvement rapide mené par les Nations Unies et mobilisation de ressources financières pour assurer un appui à long terme aux personnes déplacées à l'intérieur du pays, aux communautés d'accueil, aux réfugiés et aux populations vulnérables dans les zones touchées par le conflit

Indicateurs de succès effectifs

Objectif atteint

Le plan d'intervention stratégique pour le nord du Mali a été élaboré en collaboration avec l'équipe de pays pour l'action humanitaire et approuvé en septembre 2013. Il propose des mesures prioritaires à appliquer sans délai par tous les groupes sectoriels de l'aide humanitaire (logement et produit non alimentaires, eau, hygiène et assainissement, éducation, sécurité alimentaire, nutrition, santé, protection, logistique, télécommunication d'urgence et relèvement) et des mesures de relèvement à prendre d'urgence concernant les principaux aspects du rétablissement de l'autorité de l'État. Il suit une

Définition des besoins immédiats devant être satisfaits dans le cadre de l'exécution de projets modestes répondant à des besoins d'aide humanitaire et de développement social

Renforcement des capacités gouvernementales pour ce qui est de mobiliser des ressources et bien coordonner l'aide apportée par les donateurs pour assurer le suivi des engagements pris lors des conférences de Bruxelles et Bamako pour le financement du programme national de développement

méthodologie particulière qui permet de recenser 36 zones prioritaires dans le nord du Mali, où les services sociaux de base ont été recensés. En novembre 2014, 4 projets avaient été annulés à Kidal du fait des problèmes de sécurité, 8 avaient été mis en œuvre et 9 étaient en voie d'achèvement.

Les besoins immédiats des populations et des groupes vulnérables touchés par le conflit ont été recensés et 21 projets à effet rapide ont été approuvés pour les régions de Kidal, Tombouctou et Gao dans divers secteurs, y compris l'agriculture, l'eau, l'électricité, la police, la justice et les moyens de subsistance, l'objectif étant de favoriser la consolidation de la paix et la réconciliation afin de rétablir les services publics de base, promouvoir la croissance économique et partager les retombées immédiates de la paix.

Membre du groupe central de coordination des donateurs (troïka), la MINUSMA a joué un rôle moteur dans l'amélioration de l'efficacité de l'aide et de la suite donnée aux conférences de Bruxelles et de Bamako, ainsi que dans l'appui à la mise en œuvre cohérente et coordonnée du plan pour la relance durable du Mali formulé par le Gouvernement. Elle a, notamment, relancé la Commission Réhabilitation zones post-conflit qu'elle préside avec la France, et, par l'entremise du Cabinet du Premier Ministre, apporté un appui à la concertation entre les donateurs et le Gouvernement sur l'action à mener.

Pendant la période examinée, la MINUSMA, par le Fonds pour la consolidation de la paix (approuvé par le Secrétaire général le 2 avril 2014), a donné suite aux demandes formulées par le Gouvernement malien pour le financement des priorités nationales de consolidation de la paix. Pendant la phase initiale, 10 millions de dollars issus du Fonds ont été alloués à des projets dans les domaines suivants : réconciliation, réforme du secteur de la sécurité et justice, rétablissement de l'autorité de l'État et d'une gouvernance sans exclusive, et réinsertion des déplacés et des réfugiés.

Un mémorandum d'accord a été signé le 2 mai 2014 avec le Gouvernement malien au sujet de la mise en œuvre de projets financés par le Fonds d'affectation spéciale pour la paix et la sécurité au Mali, en faveur d'un relèvement durable et du renforcement des capacités. 10 projets ont été approuvés, concernant notamment le cantonnement des combattants dans la ville de Kidal et le camp d'Aghelous Keyone, le redéploiement de l'administration et la consolidation de l'état de droit dans le nord du Mali, l'exécution de programmes de médiation et la remise en état du réseau électrique et du système d'eau de Kidal.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Élaboration par les Nations Unies d'un plan de travail hiérarchisé portant sur les principaux besoins d'aide humanitaire et de relèvement rapide de 36 communes touchées par le conflit pour répondre aux besoins essentiels de quelque 900 000 bénéficiaires (services de santé, alimentation en eau, éducation, agriculture, alimentation en électricité) afin de faciliter le développement socioéconomique	Oui	Le plan d'intervention stratégique pour le nord du Mali, élaboré en collaboration avec l'équipe de pays pour l'action humanitaire et approuvé en septembre 2013, propose des mesures prioritaires à appliquer sans délai par tous les groupes sectoriels de l'aide humanitaire (logement et produits non alimentaires, eau, hygiène et assainissement, éducation, sécurité alimentaire, nutrition, santé, protection, logistique, télécommunication d'urgence et relèvement) et des mesures de relèvement à prendre d'urgence concernant les principaux aspects du rétablissement de l'autorité de l'État.
Élaboration par l'équipe de pays des Nations Unies d'une politique fondée sur l'analyse et la connaissance des faits en vue de dégager les causes profondes du conflit et d'aider le Gouvernement et les partenaires internationaux à élaborer des programmes de secours et de relèvement socioéconomique pour renforcer la prestation de services et stimuler la croissance économique dans le nord du Mali	Oui	Une évaluation stratégique, y compris une brève analyse du conflit, a été réalisée conjointement avec l'équipe de pays des Nations Unies. Elle a permis de recenser les points de blocage et les difficultés dans chaque secteur social et proposait des domaines dans lesquels les organisations des Nations Unies au Mali pourraient intervenir, en fonction de leurs atouts.
Campagnes de sensibilisation visant à faire en sorte que les partenaires de l'aide humanitaire et du développement financent et hâtent l'exécution de programmes d'assistance aux populations les plus vulnérables, dont environ 1,75 million de déplacés, et d'assistance spécifique pour les rapatriés, les femmes, les jeunes et les minorités	Oui	Des campagnes de sensibilisation ont été menées à la suite du lancement par l'Organisation des Nations Unies et les partenaires de l'action humanitaire, en février 2014, d'un plan d'action stratégique régional de trois ans, qui a pour but d'aider les populations vulnérables à faire face aux crises récurrentes, notamment l'insécurité alimentaire, et à renforcer leur résilience.
Projets à effet rapide destinés aux communautés et aux groupes vulnérables touchés par le conflit visant à appuyer le processus de consolidation de la paix et de réconciliation par le rétablissement de services de base et la stimulation de la croissance économique afin de mettre immédiatement à profit les bénéfices de la paix	21	Projets à effet rapide concernant notamment les régions de Kidal, Tombouctou et Gao ont été approuvés dans des secteurs variés (agriculture, eau, électricité, police, justice et moyens de subsistance)
Conseils stratégiques et missions de bons offices auprès des autorités maliennes et des principales parties prenantes visant à appuyer l'exécution du plan du Gouvernement pour le relèvement durable du Mali 2013-2014 et les engagements pris par les donateurs aux conférences de Bruxelles et Bamako	Oui	

Recensement des zones contaminées prioritaires dans les 36 communes touchées, exécution de 120 projets de neutralisation d'explosifs et de munitions et formation aux risques posés par les explosifs pour 60 000 personnes des communes touchées, assurés par le Service de la lutte antimines des Nations Unies et les partenaires de la lutte antimines

Oui 939 villages de 90 communes contaminées ont fait l'objet d'une enquête, à la suite de quoi 85 zones ont été définies comme dangereuses et 136 126 personnes touchées par le conflit ont bénéficié de séances de formation aux risques posés par les explosifs.

En outre, 1 168 engins non explosés et 38 121 pièces de munition pour armes légères ont été détruits en toute sécurité.

Réalisation escomptée 4.2 : Progrès dans la mise en place d'un appareil judiciaire indépendant et rétablissement des institutions judiciaires et pénitentiaires dans le nord du Mali

Indicateurs de succès prévus

Augmentation du nombre de tribunaux opérationnels et perçus comme légitimes, justes et efficaces par la population dans les régions de Gao, Tombouctou et Kidal et dans les trois localités de la commune de Mopti touchées par la crise de 2012

Augmentation du nombre de prisons opérationnelles satisfaisant aux normes internationales relatives au traitement des détenus dans les régions de Gao, Tombouctou et Kidal et dans les trois localités de la commune de Mopti touchées par la crise de 2012

Indicateurs de succès effectifs

La Mission a aidé au déploiement d'agents des services judiciaires et pénitentiaires dans les juridictions de Gao, Bourem, Tombouctou, Gourma-Rahrous et Niafouké. En outre, 4 séances de formation ont été organisées à Tombouctou, Gao et Mopti pour 140 agents des services de justice, dont 40 magistrats, des officiers de police judiciaire et des agents de l'administration pénitentiaire

Bien que les fonds nécessaires n'aient pas été alloués pour les prisons de haute sécurité, 2 prisons pour mineurs (1 de filles et 1 de garçons), le Ministère de la justice a décidé d'utiliser les fonds publics pour financer une nouvelle prison centrale à Bamako, dotée d'un quartier de haute sécurité. La Mission a conseillé les autorités nationales et leur a offert son assistance technique, en particulier en ce qui concernait la prison de haute sécurité. 8 juridictions et 5 prisons sont actuellement en activité.

Le Ministère de la justice est doté d'un mécanisme d'inspection (l'Inspection des services judiciaires). Toutefois, du fait de l'insécurité qui régnait dans les régions du nord du pays et de la nomination d'un nouveau chef à la tête de l'Inspection des services judiciaires, les visites d'inspection n'ont pas été organisées. La MINUSMA a observé les conditions de vie des détenus, notamment en effectuant 97 visites dans des établissements pénitentiaires entre le 1^{er} mars et le 30 juin 2014.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Fourniture d'une assistance technique et de conseils au Gouvernement pour : a) la mise en œuvre de la nouvelle charte judiciaire et la conception de stratégies visant à rendre la justice plus accessible aux populations; et b) la définition de priorités et l'élaboration d'une planification stratégique pour l'implantation d'institutions judiciaires et pénitentiaires dans les régions de Gao, Tombouctou et Kidal et dans les trois localités de la commune de Mopti touchées par la crise de 2012	Oui	Une assistance technique et des conseils ont été fournis aux autorités nationales dans le cadre de réunions stratégiques et de réunions de coordination hebdomadaires et grâce à la nomination de 5 consultants chargés d'élaborer un projet de plan stratégique national pour la réforme de la justice.
Mobilisation d'une assistance technique, financière et matérielle fournie par les partenaires internationaux pour : a) déployer temporairement de petites délégations judiciaires à Gao et à Tombouctou; b) assurer la formation de quelque 300 fonctionnaires de l'appareil judiciaire; c) construire une prison de haute sécurité, un centre de réinsertion pour délinquantes juvéniles et un centre de réinsertion pour délinquants juvéniles dans le nord du pays. Fournir des conseils techniques et une assistance au Gouvernement en vue de désengorger la prison centrale de Bamako	Non	La construction de 11 prisons de haute sécurité et de 2 centres de réinsertion pour mineurs (1 de filles et 1 de garçons) dans le nord du pays n'a pas été réalisée à cause des contraintes budgétaires pesant sur le Gouvernement malien.
Organisation de 12 visites trimestrielles communes d'inspection des prisons aux niveaux national et régional (Gao, Tombouctou et Mopti) et 5 visites communes de prison axées sur la protection des jeunes et des femmes	Non	Les visites d'inspection n'ont pas été organisées du fait de l'insécurité qui régnait dans les régions du nord du pays et de la nomination d'un nouveau chef de l'Inspection des services judiciaires.

Composante 5 : appui

55. Comme il est indiqué dans les tableaux ci-dessous, au cours de la période considérée, 7 073 militaires et policiers et 538 civils en moyenne ont bénéficié de services administratifs et logistiques et de services de sécurité. Dans ces conditions, la Mission a dû faire face à plusieurs difficultés, compte tenu du mandat que lui a confié le Conseil de sécurité dans sa résolution 2100 (2013), aux termes de laquelle l'autorité de la MISMA devait lui être transférée à compter du 1^{er} juillet 2013. La Mission devait également garantir le déploiement efficace des effectifs militaires et de police autorisés, en veillant à la coopération entre missions, en particulier avec la MINUL, l'ONUCI et d'autres missions des Nations Unies de la région, l'objectif étant que les moyens logistiques et administratifs soient partagés pour faciliter son démarrage.

56. La Mission a établi son quartier général intégré à l'hôtel de L'Amitié, à Bamako, ainsi qu'une base de soutien logistique à Sotuba et un camp de transit à Kalabancoro pour la relève des contingents, où un hébergement et des services de

restauration sont offerts aux nouveaux arrivants. Des postes de commandement ont été temporairement installés à Gao, Tombouctou, Mopti et Kidal pour assurer le déploiement des contingents. En outre, des travaux de génie horizontal concernant les aires de stationnement de Gao, Tessalit et Kidal, y compris des prolongements de piste à Kidal et Tessalit, ont été planifiés et engagés au titre des lettres d'attribution. Un sous-traitant a également été chargé de réaliser des travaux de génie horizontal dans le camp de la Mission à Tombouctou pendant la période allant d'avril à octobre 2014. Parallèlement, des préfabriqués ont été installés dans les camps de Tombouctou, Gao, Kidal et Mopti. Des aérodromes ont été construits à Tombouctou, Mopti, Gao, Kidal et Tessalit dans le cadre de la stabilisation des principales agglomérations, y compris l'élaboration d'un cahier des charges concernant la construction de grands camps de la Mission dans ces agglomérations.

57. Pendant sa phase de démarrage, la Mission s'est employée à appliquer et utiliser la stratégie globale d'appui aux missions, notamment en ce qui concernait le recrutement de l'ensemble du personnel civil indispensable, en dépit des difficultés liées à l'accueil, au logement, à la sécurité et à l'entretien, et au déploiement du matériel appartenant à l'Organisation des Nations Unies. Par ailleurs, elle a dû traiter de questions telles que l'élaboration et l'adoption d'un accord sur le statut des forces, l'attribution officielle des terrains nécessaires par le Gouvernement malien, la facilitation de l'appui fourni par les principaux donateurs aux pays fournisseurs de contingents et de personnel de police et la gestion des biens achetés au moyen du Fonds d'affectation spéciale pour la MISMA.

58. La MINUSMA a également pu tirer parti du rôle joué par le Centre de services mondial, notamment dans l'utilisation des stocks pour déploiement stratégique, l'achat de matériel, la description des cahiers des charges de ses principaux camps et le partage de compétences techniques concernant les projets d'aménagement hydraulique. Elle a en outre bénéficié des moyens aériens du Centre, de la création d'un centre de services partagés avec l'ONUCI et de diverses mesures de coopération technique entre missions. Elle a fait des exposés sur la gestion de l'environnement et les mesures correctives prises pour renforcer la sensibilisation à l'environnement et célébré la Journée mondiale de l'environnement en mettant l'accent sur les incidences négatives des matières non biodégradables.

Réalisation escomptée 5.1 : Appui efficace et rationnel à la Mission dans les domaines de la logistique, de l'administration et de la sécurité

Indicateurs de succès prévus

Installation d'un quartier général intégré et de locaux à usage de bureaux et de logements dans 5 sites (Bamako, Gao, Tombouctou, Mopti et Kidal) pour la première phase du déploiement

Indicateurs de succès effectifs

Le quartier général intégré de la Mission et une base logistique ont été installés à Bamako et les quartiers généraux de région ont été installés à Gao, Tombouctou, Mopti et Kidal.

De plus, un camp de transit a été installé à Bamako à l'appui de la relève des contingents et la Mission a fourni des logements, des salles de conférence et des services de restauration pour accueillir les nouveaux arrivants, ainsi que des services d'évacuation sanitaire.

Recrutement et déploiement de 90 % des effectifs civils prévus au 30 juin 2014 (soit 888 personnes sur 987)

Objectif atteint

Au 30 juin 2014, la Mission avait déployé 93,8 % des effectifs civils.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Militaires, personnel de police et personnel civil		
Déploiement, relève et rapatriement d'un effectif constitué au maximum de 11 200 militaires, de 320 policiers des Nations Unies et de 1 120 membres d'unités de police constituées	7 073	Militaires et policiers ont été déployés (soit un effectif moyen composé de 6 162 militaires, 81 policiers des Nations Unies et 830 membres d'unités de police constituées). Les effectifs inférieurs aux prévisions s'expliquent par le retard pris dans le déploiement des militaires et du personnel de police.
Vérification, suivi et inspection du matériel appartenant aux contingents et du matériel de soutien logistique autonome destiné aux militaires et aux policiers	Oui	Le matériel appartenant aux contingents a été vérifié, suivi et inspecté pour toutes les unités déployées, 311 rapports de vérification ayant été établis.
Approvisionnement en rations alimentaires, en rations de combat et en eau, conformément aux normes établies, pour un effectif maximum de 12 320 militaires et membres d'unités de police constituées. Approvisionnement en rations alimentaires de 36 sites de déploiement	6 992	Militaires et membres des unités de police constituées (effectif moyen) ont été approvisionnés en rations alimentaires, en rations de combat et en eau, distribuées sur 47 sites de déploiement, conformément aux normes établies. Les effectifs inférieurs aux prévisions s'expliquent par le retard pris dans le déploiement des militaires et du personnel des unités de police constituées et par un nombre de sites de déploiement plus important que prévu.
Exécution d'un programme de déontologie et discipline (formation, prévention, suivi et mesures disciplinaires) à l'intention de l'ensemble du personnel civil, militaire et de police	Oui	Une formation relative à la prévention de l'exploitation et des sévices sexuels a été dispensée à 7 315 membres du personnel en tenue et du personnel civil, et des activités de sensibilisation ont été menées auprès de la population locale (2 000 personnes).
Administration d'un effectif qui pourra atteindre 1 598 civils, dont 672 agents recrutés sur le plan international, 781 agents recrutés sur le plan national et 145 Volontaires des Nations Unies	538	Membres du personnel civil ont été administrés (soit un effectif moyen composé de 316 agents recrutés sur le plan international, 181 agents recrutés sur le plan national, dont 31 administrateurs, et 41 Volontaires des Nations Unies).

L'effectif administré inférieur aux prévisions s'explique par le déploiement progressif, réalisé dans le cadre du plan de financement standard révisé.

Installations et infrastructures

Entretien et remise en état, sur les 5 sites (Bamako, Tombouctou, Gao, Kidal et Mopti), de 8 locaux destinés au personnel militaire ou aux membres des unités de police constituées, de 5 locaux de la Police des Nations Unies et de 12 locaux destinés au personnel civil

Oui

Construction de 2 états-majors de secteur et de 1 base logistique à Bamako, de 2 entrepôts à Gao et Tombouctou, de 2 ateliers d'entretien et de réparation des véhicules, et de 6 camps préfabriqués à Tombouctou, Gao, Kidal et Tessalit

Non

La MINUSMA a construit 2 postes de commandement de secteur à Gao et Tombouctou sur des sites provisoires et 2 bureaux régionaux à Kidal et Mopti également sur des sites provisoires. Il a fallu attendre que soit achevée la construction des voies de communication et des ouvrages d'art (la nature du terrain au nord du Mali exige que le sol soit stabilisé par des travaux de terrassement avant toute construction verticale) avant d'entamer la construction des entrepôts et ateliers à Gao et Tombouctou. L'aménagement des sites à Gao et Tombouctou a commencé à la fin de l'exercice. Des ateliers ont été établis dans des structures existantes à Gao et des camps préfabriqués ont été construits à Tombouctou.

Mise en place d'un programme intégré de gestion des déchets dans chacun des sites, à commencer par Bamako, Tombouctou, Gao et Kidal

Oui

Des programmes de gestion des déchets (solides et liquides) ont été élaborés pendant l'exercice 2013/14, mais ils ne seront mis en œuvre que pendant l'exercice 2014/15, les procédures de passation des marchés étant encore en cours. Des mesures provisoires de réduction des déchets ont été instaurées pendant l'exercice 2013/14, dans l'attente de l'attribution d'un marché de gestion complète des déchets prévue pour l'exercice 2014/15.

Mise en place de services d'assainissement dans tous les locaux, et notamment traitement des eaux usées avant évacuation, et collecte et élimination des déchets, y compris les déchets dangereux, dans le respect de l'environnement

Oui

Des contrats provisoires de collecte et d'élimination des déchets solides et de collecte des déchets liquides ont été passés et exécutés à Bamako et Gao, le sous-traitant se tenant prêt à intervenir dans les autres secteurs.

Des stations de traitement des eaux usées ont été distribuées aux 5 camps principaux et devraient être installées une fois la construction des voies de communication et des ouvrages d'art terminée.

Exploitation et entretien du matériel appartenant aux Nations Unies et aux contingents, dont 7 stations de traitement de l'eau, 2 puits, 14 stations de traitement des eaux usées, 5 installations de purification de l'eau et 178 groupes électrogènes dans 12 sites

Exploitation et entretien de 6 points de stockage pour 3,3 millions de litres de carburant et lubrifiant pour groupes électrogènes

Entretien et rénovation de 200 kilomètres de routes et de 3 ponts

Construction, entretien et remise en état de 6 installations aéroportuaires dans 6 sites

Entretien de 7 installations aéroportuaires et de 45 héliports dans 38 sites

Construction de 3 hangars pour hélicoptère et de 3 camps de transit

19 Puits artésiens ont été creusés et équipés de pompes submersibles sur 6 sites.

13 Stations de traitement de l'eau ont été mises en service et entretenues.

9 Stations de traitement des eaux usées ont été achetées pendant l'exercice 2013/14 et seront installées dans des camps pendant l'exercice 2014/15.

23 Groupes électrogènes appartenant à l'ONU ont été installés sur la base d'un contrat assurant la permanence des services selon les besoins, en attendant la livraison de 17 groupes électrogènes.

178 Groupes électrogènes ont été fournis pour les anciens contingents de la MISMA par l'intermédiaire du Fonds d'affectation spéciale pour la MISMA.

Oui 15 points de stockage ont été exploités et entretenus pour 3,8 millions de litres de carburant et lubrifiant pour groupes électrogènes.

La capacité de stockage supérieure aux prévisions a été nécessaire pour pouvoir réapprovisionner efficacement les stocks de carburant et réduire la fréquence d'alimentation des groupes électrogènes.

Non Le déploiement des groupes du génie des contingents a pris du retard et 1 groupe déployé n'était pas correctement équipé.

Non Les accords prévus au titre de lettres d'attribution ont été passés en 2013/14 pour l'extension des pistes d'atterrissage de Kidal et Tessalit qui seront construites au cours de l'exercice 2014/15.

Non 3 installations aéroportuaires ont été entretenues à Gao, Kidal et Tessalit et 28 héliports ont été entretenus sur 28 sites.

Le nombre d'installations aéroportuaires et d'aires d'atterrissage inférieur aux prévisions tient au retard pris dans le déploiement des contingents et à la détérioration de la situation dans le nord du Mali.

Non Un hangar sera construit à Kidal une fois les voies de communication et l'ouvrage d'art terminés, un deuxième hangar est transporté depuis Brindisi pour être installé à Tombouctou

		et la procédure d'acquisition d'un troisième hangar est en cours.
		La construction des camps de transit et des hangars a été retardée par les longues négociations avec le Gouvernement.
Construction de 3 entrepôts pour carburants et lubrifiants pour groupes électrogènes	Non	En raison de la longueur de la procédure de passation des marchés, les entrepôts destinés aux carburants et lubrifiants des groupes électrogènes n'ont pas été construits au cours de l'exercice 2013/14.
Réduction au minimum de la dépendance vis-à-vis des maigres ressources en eau du nord du Mali	Oui	La Mission a commencé à creuser 25 puits artésiens appartenant à l'ONU sur 10 sites, et en avait terminé 19 au 30 juin 2014. Des mesures ont été prises pour gérer au mieux l'utilisation de l'eau, qui est rare dans le nord du Mali. Les instructions permanentes relatives à l'approvisionnement en eau au Mali ont été révisées, réduisant la ration par personne et par jour de 80 à 40 litres, et la Mission procède également à l'installation de systèmes complets de traitement et de recyclage des eaux usées dans tous les grands camps.

Transports terrestres

Exploitation et entretien de 811 véhicules appartenant à l'ONU, dont 67 véhicules blindés, dans 7 ateliers répartis sur 7 sites	411	Éléments appartenant à l'ONU ont été exploités et entretenus (67 véhicules blindés, 26 véhicules lourds, 193 véhicules légers et 20 véhicules moyens, ainsi que 61 éléments amovibles, 18 véhicules d'appui aéroportuaire, 4 véhicules du génie, 20 véhicules de manutention et 2 remorques). Le nombre de véhicules inférieur aux prévisions s'explique par les délais de livraison.
	5	Des ateliers ont été installés à Mopti, Gao, Tombouctou et Kidal au moyen d'infrastructures provisoires (ateliers mobiles et conteneurs) et l'installation des ateliers à Bamako a été confiée à un sous-traitant (un représentant du fabricant sur place).
Fourniture de 13,3 millions de litres de carburant et lubrifiant pour les transports terrestres	2,5	Millions de litres de carburant et lubrifiant ont été fournis pour les transports terrestres. Le volume de carburant inférieur aux prévisions s'explique par les longs délais de livraison des véhicules appartenant à l'ONU et par le retard pris dans le déploiement des véhicules appartenant aux contingents.

Exploitation d'une navette quotidienne, 7 jours sur 7, pour le transport de 200 membres du personnel par jour en moyenne, de leur lieu de résidence à la zone de la Mission

Oui Des services de navette ont été assurés 7 jours sur 7 pour tous les sites de la MINUSMA, pour 8 500 membres par mois en moyenne, sur 7 trajets à Bamako.

Transports aériens

Exploitation et entretien d'une flotte maximale de 11 avions (dont 6 à vocation militaire) et 16 hélicoptères (dont 15 à vocation militaire) dans 6 sites

Non 8 avions et 7 hélicoptères ont été exploités et entretenus (dont 4 avions à vocation militaire et 4 hélicoptères à vocation militaire) sur 4 sites.

Le nombre d'aéronefs inférieur aux prévisions s'explique par des retards pris dans le déploiement d'unités d'aviation militaire.

En outre, la MINUSMA a reçu un appui des autres missions dans la région pour 141,6 heures de vol (soit 11 heures assurées par la MINUL, 70,1 heures assurées par l'ONUCI et 60,3 heures assurées par la MONUSCO).

Fourniture de 7,4 millions de litres de carburant et lubrifiant pour les opérations aériennes

7,8 Millions de litres de carburant d'aviation ont été fournis.

La consommation de carburant supérieure aux prévisions s'explique par la configuration effective de la flotte aérienne de la Mission, mise au regard du plan de financement standard révisé.

Transports maritimes ou fluviaux

Fourniture de 850 litres de carburant et lubrifiant ainsi que d'octane pour le transport maritime, pour 1 navire de servitude, 2 navires à grande vitesse, 4 embarcations gonflables à coque rigide, 1 grue hydraulique mobile et 2 navires jumeaux

Non 9 navires appartenant aux contingents ont été déployés en mai 2014 mais n'étaient pas encore opérationnels.

Communications

Installation, mise en service et entretien d'un réseau satellite permettant d'assurer des services de téléphonie, de télécopie, de visioconférence et de transmission de données, composé d'une station centrale située à Bamako et de 15 microterminaux VSAT répartis dans toute la zone de la Mission

Oui 18 microterminaux VSAT, assurant des services de transmission de données, de téléphonie et de visioconférence à Bamako, Kidal, Tombouctou, Gao and Mopti, ont été exploités et entretenus.

Le nombre de microterminaux VSAT supérieur aux prévisions s'explique par le fait qu'il a fallu remplacer les liaisons i-Direct qui étaient auparavant utilisées dans les régions pour fournir l'accès à Internet.

Installation, mise en service et entretien de 25 centraux téléphoniques, 40 liaisons hertziennes et 12 stations de réception par satellite supplémentaires pour Internet

23 Centraux téléphoniques ont été installés.
2 centraux n'ont pas été installés en raison du retard pris dans le déploiement des contingents sur plusieurs sites.

Assistance technique pour 500 émetteurs-récepteurs HF et 27 répéteurs VHF ainsi que pour les bases, unités mobiles et unités portatives associées	<p>41 Liaisons hertziennes ont été installées. La liaison supplémentaire a été installée à la résidence du Représentant spécial du Secrétaire général.</p> <p>6 Stations de réception par satellite des fournisseurs d'accès à Internet ont été installées dans les bureaux principaux des sites où le déploiement était complet.</p> <p>Le nombre de stations inférieur aux prévisions s'explique par le retard pris dans le déploiement des contingents sur plusieurs sites.</p> <p>150 Émetteurs-récepteurs HF ont été installés.</p> <p>Le nombre d'émetteurs-récepteurs inférieur aux prévisions s'explique par le retard pris dans la passation des marchés en raison de longs délais de procédure.</p>
Fourniture de services de vidéoconférence dans tous les locaux du quartier général et des bureaux régionaux de la Mission	<p>31 Répéteurs VHF ont été installés dans toute la zone de la Mission.</p> <p>Le nombre de répéteurs plus élevé que prévu tient à l'augmentation du nombre de sites.</p> <p>Oui Des moyens de vidéoconférence ont été mis en place dans 5 grands sites (Bamako, Kidal, Tombouctou, Gao et Mopti), dont 24 salles de visioconférence.</p>
Exploitation de 120 téléphones mobiles par satellite et assistance correspondante	<p>Oui Une assistance technique a été fournie pour 120 téléphones mobiles par satellite, dont 75 ont été utilisés dans l'ensemble de la Mission et 45 réservés pour les urgences.</p>
Exploitation d'un système radio à ressources partagées à la MINUSMA, permettant de sécuriser les communications vocales du personnel de la Mission, et assistance correspondante	<p>Oui Des systèmes tetra ont été mis en place à Bamako.</p>
Informatique	
Fourniture d'une assistance technique à un maximum de 1 500 utilisateurs de dispositifs informatiques	<p>Oui</p>
Mise en place et entretien de 20 réseaux locaux (avec et sans fil) faisant partie intégrante du réseau à longue distance de la Mission	<p>34 Réseaux locaux ont été créés et l'assistance technique nécessaire à cet égard a été fournie.</p> <p>Le nombre de réseaux locaux supérieur aux prévisions s'explique par la plus grande aire d'implantation des sites régionaux.</p>

Installation et entretien de 25 serveurs, 200 imprimantes et 50 expéditeurs numériques dans 50 sites

6 Serveurs ont été installés et entretenus dans toute la zone de la Mission.

Le nombre de serveurs inférieur aux prévisions s'explique par la mise en place de systèmes de virtualisation et de structures légères, conformément aux directives stratégiques relatives aux technologies de l'information et des communications.

183 Imprimantes ont été installées.

Le nombre d'imprimantes inférieur aux prévisions s'explique par le retard pris dans le déploiement des contingents.

53 Expéditeurs numériques ont été installés et entretenus.

Mise en place d'une infrastructure informatique dans 50 sites au maximum et services d'assistance correspondants

Oui Des infrastructures de technologies de l'information et des communications ont été installées dans 44 sites.

Santé

Exploitation et entretien de 1 dispensaire de niveau I dans 1 site (Bamako), et définition et mise en place d'arrangements contractuels avec 1 hôpital civil de niveau II dans 1 site (Bamako), pour la fourniture de services médicaux à l'ensemble du personnel de la Mission, aux fonctionnaires d'autres organismes des Nations Unies et à la population civile locale en cas d'urgence

Oui Un dispensaire de niveau I a été exploité et entretenu à Bamako.

Un contrat relatif à des services médicaux de niveau II à Bamako a été passé, en août 2013, entre la Mission et la Clinique Pasteur.

Des négociations sont menées avec le PNUD au sujet de la fourniture de services au personnel des organismes des Nations Unies. L'accès aux services de niveau II fourni par le sous-traitant a été exceptionnellement accordé à la population civile locale en cas d'urgence, sous réserve de l'autorisation préalable de la MINUSMA.

Suivi de 10 dispensaires de niveau I et de 3 hôpitaux de niveau II appartenant à des pays fournisseurs de contingents

13 Dispensaires de niveau I ont fait l'objet d'un suivi.

Le nombre de dispensaires supérieur aux prévisions s'explique par la position et le déploiement des forces.

2 Hôpitaux de niveau II ont fait l'objet d'un suivi.

Le nombre d'hôpitaux inférieur aux prévisions s'explique par le retard pris dans la mise en service d'un hôpital de niveau II dont le matériel a été endommagé pendant le transport.

Entretien du dispositif d'évacuation par voies terrestre et aérienne de l'ensemble des sites des Nations Unies, notamment vers des hôpitaux de niveaux III et IV dans 5 sites

Oui

Exploitation et entretien de centres de conseil et de dépistage volontaire et confidentiel du VIH à l'intention de l'ensemble du personnel de la Mission	Non	Aucun groupe du VIH n'a été établi à la MINUSMA.
Mise en œuvre d'un programme de sensibilisation au VIH, reposant notamment sur l'éducation par les pairs, à l'intention de tout le personnel de la Mission	Non	La Section des services médicaux de la MINUSMA n'a pas été en mesure de mener des campagnes de sensibilisation au VIH.
Sécurité		
Prestation de services de sécurité 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 dans toute la zone de la Mission, y compris le contrôle de l'accès aux locaux et le contrôle des personnes, la tenue à jour quotidienne des dossiers du personnel et l'évaluation des risques de sécurité en tant que de besoin	Oui	
Protection rapprochée, 24 heures sur 24, des responsables de la Mission et des personnalités en visite	Oui	
Évaluation de la sécurité dans toute la zone de la Mission, et notamment dans 930 logements	Oui	
Organisation de 242 séances d'information sur les questions de sécurité et les plans d'urgence pour tout le personnel de la Mission	Oui	
Formation initiale en matière de sécurité et de lutte contre les incendies (avec exercices d'évacuation) à l'intention de tous les nouveaux membres du personnel de la Mission	Oui	

III. Exécution du budget

A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014.)

Catégorie de dépenses	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écart	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3)/(1)
Militaires et personnel de police				
Observateurs militaires	—	—	—	—
Contingents	270 901,9	209 935,1	60 966,8	22,5
Police des Nations Unies	8 313,3	3 584,3	4 729,0	56,9
Unités de police constituées	29 547,5	30 583,5	(1 036,0)	(3,5)
Total partiel	308 762,7	244 102,9	64 659,8	20,9
Personnel civil				
Personnel recruté sur le plan international	61 204,4	43 181,4	18 023,0	29,4
Personnel recruté sur le plan national	8 796,1	2 492,4	6 303,7	71,7
Volontaires des Nations Unies	2 219,7	2 766,9	(547,2)	(24,7)
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	—	24 256,5	(24 256,5)	—
Personnel fourni par des gouvernements	—	—	—	—
Total partiel	72 220,2	72 697,2	(477,0)	(0,7)
Dépenses opérationnelles				
Observateurs électoraux civils	—	—	—	—
Consultants	61,7	202,1	(140,4)	(227,6)
Voyages	1 639,6	8 968,4	(7 328,8)	(447,0)
Installations et infrastructures	73 892,6	107 206,2	(33 313,6)	(45,1)
Transports terrestres	33 612,6	27 751,2	5 861,4	17,4
Transports aériens	55 522,3	63 506,4	(7 984,1)	(14,4)
Transports maritimes ou fluviaux	—	130,8	(130,8)	—
Communications	13 350,5	16 052,5	(2 702,0)	(20,2)
Informatique	3 422,9	11 891,0	(8 468,1)	(247,4)
Santé	2 521,2	1 447,5	1 073,7	42,6
Matériel spécial	—	—	—	—
Fournitures, services et matériel divers	36 093,7	37 949,2	(1 855,5)	(5,1)
Projets à effet rapide	900,0	886,6	13,4	1,5
Total partiel	221 017,1	275 991,9	(54 974,8)	(24,9)
Total brut	602 000,0	592 792,0	9 208,0	1,5
Recettes provenant des contributions du personnel	6 071,7	5 301,1	770,6	12,7
Total net	595 928,3	587 490,9	8 437,4	1,4
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—	—	—
Total	602 000,0	592 792,0	9 208,0	1,5

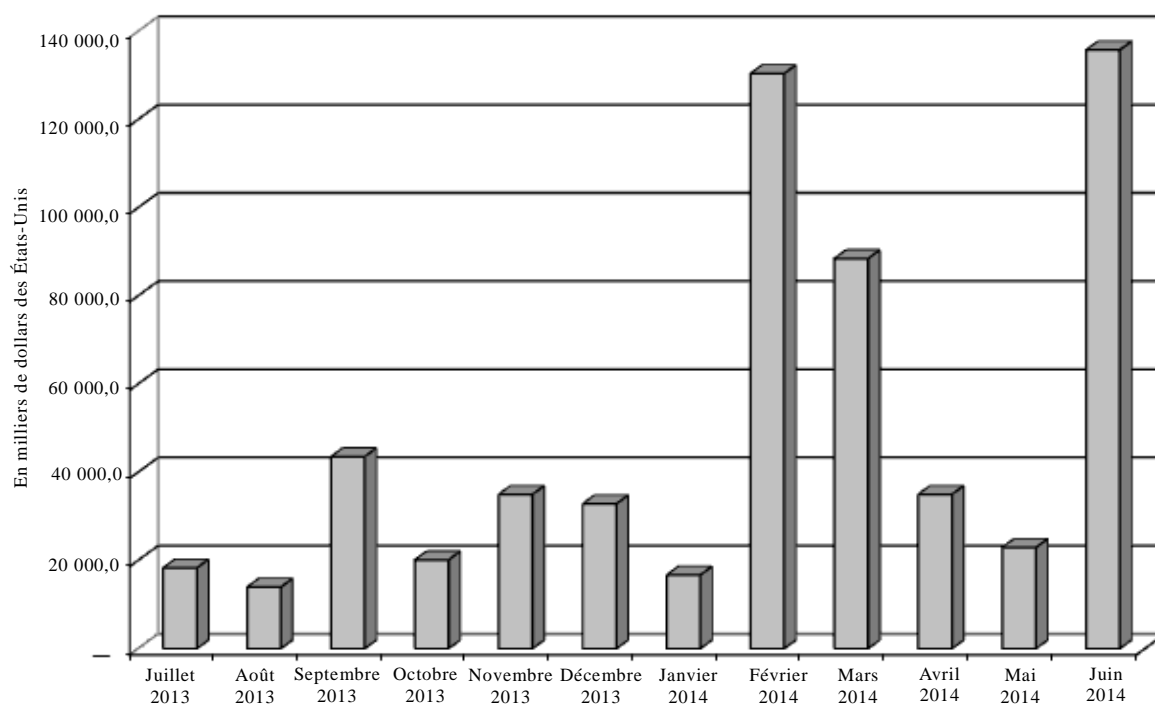
B. Récapitulatif des réaffectations de ressources

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Répartition initiale du montant approuvé</i>	<i>Montants réaffectés</i>	<i>Répartition révisée</i>
I. Militaires et personnel de police	308 762,7	(57 786,0)	250 976,7
II. Personnel civil	72 220,2	423,0	72 643,2
III. Dépenses opérationnelles	221 017,1	57 363,0	278 380,1
Total	602 000,0	–	602 000,0
Pourcentage de réaffectations			9,6

59. La réaffectation des ressources allouées aux militaires et au personnel de police s'explique essentiellement par l'exécution du programme de construction de la Mission (travaux de génie pour les voies de communication et les ouvrages d'art dans les camps ainsi que le prolongement des pistes existantes).

C. Évolution des dépenses mensuelles



60. Le montant plus élevé des dépenses aux mois de septembre 2013 et février, mars et juin 2014 s'explique par la prise d'engagements liés aux activités d'achat de la Mission, ainsi qu'au remboursement des pays fournisseurs pour les services rendus et le matériel utilisé par leurs contingents et unités de police constituées.

D. Autres recettes et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Montant</i>
Intérêts créditeurs	887,5
Recettes diverses ou accessoires	197,0
Contributions volontaires en espèces	–
Ajustements sur exercices antérieurs	–
Engagements d'exercices antérieurs : annulations	4 468,5
Total	5 553,0

E. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Dépenses</i>
Matériel majeur	
Contingents	23 943,6
Unités de police constituées	4 490,9
Total partiel	28 434,5
Soutien logistique autonome	
Contingents	19 221,0
Unités de police constituées	2 545,6
Total partiel	21 766,6
Total	50 201,1

<i>Matériel majeur</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>	<i>Date du dernier examen</i>
A. Facteurs applicables à la zone de la Mission			
Contraintes du milieu	1,0 (Bamako) 2,3 (autres)	1 ^{er} juillet 2013	–
Usage opérationnel intensif	1,0 (Bamako) 3,1 (autres)	1 ^{er} juillet 2013	–
Actes d'hostilité ou abandon forcé	1,7 (Bamako) 3,3 (autres)	1 ^{er} juillet 2013	–
B. Facteurs applicables aux pays d'origine			
Différentiel de transport	0-3,75		

F. Contributions non budgétisées

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Valeur</i>
Contributions prévues par l'accord sur le statut des forces ^a	10 613,3
Contributions volontaires en nature	–
Total	10 613,3

^a Comprend la valeur locative des terrains et bâtiments mis à la disposition de la Mission par le Gouvernement.

IV. Analyse des écarts¹

	<i>Écart</i>	
Contingents	60 966,8	22,5 %

61. L'écart s'explique principalement par le déploiement d'effectifs moyens (6 162 membres) inférieurs aux effectifs prévus (7 766 membres) sur la base du plan de financement standard révisé ainsi que par des dépenses de fret inférieures aux prévisions en raison du matériel déjà présent sur la zone de la Mission, dans le cadre du transfert de responsabilités de la MISMA à la MINUSMA. Cette sous-utilisation des crédits a été en partie compensée par des dépenses supplémentaires liées aux voyages (déploiement, relève et rapatriement), dont le coût effectif moyen (1 501 dollars par aller simple pour une personne) était supérieur au coût moyen prévu (812 dollars par personne) et par l'indemnité de subsistance, en raison du déploiement d'un effectif moyen réel (188 officiers d'état-major du quartier général des forces recevant une indemnité de 125 dollars par personne et par jour) supérieur à l'effectif moyen prévu (59 officiers d'état-major percevant une indemnité moyenne de 108 dollars par personne et par jour), sur la base du plan de financement standard révisé.

	<i>Écart</i>	
Police des Nations Unies	4 729,0	56,9 %

62. L'écart s'explique principalement par le déploiement d'un effectif moyen réel (81 membres du personnel de la Police des Nations Unies) inférieur à l'effectif moyen prévu (182 agents) et par une indemnité de subsistance d'un montant (138 dollars par personne et par jour) inférieur au montant budgétisé (173 dollars par personne pour les 30 premiers jours et 115 dollars après 30 jours) sur la base du plan de financement standard révisé. Cette sous-utilisation des crédits a été en partie compensée par des dépenses supplémentaires liées aux voyages (déploiement, relève et rapatriement), car le coût effectif moyen du voyage de relève pour une personne (3 515 dollars) était supérieur au coût moyen prévu (1 020 dollars par personne) sur la base du plan de financement standard révisé.

¹ Les écarts, dont le montant est exprimé en milliers de dollars des États-Unis, sont analysés lorsqu'ils atteignent ± 5 % ou 100 000 dollars.

	<i>Écart</i>	
Unités de police constituées	(1 036,0)	(3,5 %)

63. L'écart s'explique principalement par le déploiement d'un effectif moyen réel (830 membres des unités de police constituées) supérieur à l'effectif moyen prévu (802 agents) sur la base du plan de financement standard révisé. Ce dépassement a été compensé en partie par des dépenses inférieures aux prévisions au titre du matériel de soutien logistique autonome appartenant aux contingents, du fait que certaines unités de police constituées n'étaient pas entièrement autonomes et que le coût du fret était inférieur au coût prévu sur la base du plan de financement standard révisé. Enfin, il n'a été déposé aucune demande d'indemnisation pour cause de décès ou d'invalidité.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan international	18 023,0	29,4 %

64. L'écart s'explique principalement par la comptabilisation d'une partie des dépenses liées au déploiement de l'effectif moyen réel de 316 membres du personnel à la rubrique des emplois de temporaire, du fait que l'autorisation de pourvoir les effectifs au titre de cette catégorie de dépenses a été donnée avant l'approbation du budget initial de la Mission. En moyenne 280 membres du personnel étaient prévus sur la base du plan de financement standard révisé. En outre, les crédits au titre de la prime de danger avaient été prévus pour 280 membres du personnel en moyenne pendant 10 mois, alors que seulement 26 personnes en moyenne ont reçu cette prime.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan national	6 303,7	71,7 %

65. L'écart s'explique principalement par le déploiement d'un effectif moyen réel (181 agents) inférieur à l'effectif moyen prévu (274 agents) sur la base du plan de financement standard révisé. En outre, 21 membres du personnel en moyenne ont effectivement reçu une prime de danger alors que les crédits à cette fin avaient été prévus pour 274 membres du personnel sur la base du plan de financement standard révisé.

	<i>Écart</i>	
Volontaires des Nations Unies	(547,2)	(24,7 %)

66. L'écart est essentiellement imputable aux dépenses d'appui supérieures aux prévisions basées sur le plan de financement standard révisé.

	<i>Écart</i>	
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	(24 256,5)	–

67. L'écart s'explique principalement par la comptabilisation des dépenses liées au personnel recruté sur le plan international à la rubrique des emplois de temporaire, du fait que l'autorisation de pourvoir les effectifs au titre de cette catégorie de dépenses a été donnée avant l'approbation du budget initial de la Mission.

	<i>Écart</i>	
Consultants	(140,4)	(227,6 %)

68. L'écart s'explique principalement par le fait qu'au stade de sa mise en place, la Mission a recouru aux services de consultants pour mener des études socioéconomiques aux fins de la réinsertion dans le cadre de son programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration, et pour aider les autorités maliennes à établir un dispositif efficace de contrôle des armements et de gestion des munitions au titre de la réforme du secteur de la sécurité; elle a également recruté un ingénieur-conseil à l'appui du projet de camp géant. Les crédits prévus avaient été calculés selon une estimation des coûts moyens basée sur le plan de financement standard révisé.

	<i>Écart</i>	
Voyages	(7 328,8)	(447,0 %)

69. L'écart est principalement imputable aux frais de personnel temporairement détaché d'autres missions pour appuyer le démarrage de la MINUSMA.

	<i>Écart</i>	
Installations et infrastructures	(33 313,6)	(45,1 %)

70. L'écart s'explique principalement par des dépenses plus importantes que prévu dans le plan de financement standard révisé au titre de l'achat de bâtiments préfabriqués en vue de la construction d'un camp de transit pour l'hébergement des membres des contingents, de la base de soutien logistique à Bamako et des camps géants dans les régions; des services d'aménagement et de rénovation pour la construction d'aires de stationnement, d'ateliers et de pistes d'atterrissage, ainsi que de l'entretien des installations aéroportuaires, et de la conception et de l'aménagement des espaces verts, de la conception et de la construction de murs de soutènement, de drains transversaux et de trous d'homme; de la location de locaux pour le quartier général de la Mission, la base logistique, les bureaux régionaux et des frais d'hôtel pour le personnel de la Mission; de l'achat de groupes électrogènes; de l'acquisition de stations de traitement des eaux et des eaux usées et du forage de puits. À cela se sont ajoutées des dépenses supplémentaires liées à la comptabilisation erronée de matériel pour la défense des périmètres à la rubrique de la papeterie et des fournitures de bureau.

71. Ce dépassement a été en partie compensé par une réduction des dépenses au titre de l'achat de matériel pour les travaux d'entretien des camps et bureaux; un coût inférieur aux prévisions pour l'électricité, l'évacuation des déchets et les services d'alimentation en eau; et des dépenses au titre du carburant pour groupe électrogène inférieures aux prévisions basées sur le plan de financement standard révisé.

	<i>Écart</i>	
Transports terrestres	5 861,4	17,4 %

72. L'écart s'explique principalement par des dépenses moins importantes que prévu dans le plan de financement standard révisé, en raison d'une consommation de carburant moins importante que prévu du parc de véhicules et de pièces de rechange (en moyenne 336 véhicules appartenant à l'ONU et 1 503 véhicules appartenant aux contingents) du fait de coûts effectifs inférieurs aux prévisions. Cette sous-utilisation des crédits a été compensée en partie par des dépenses supplémentaires au titre de l'achat de véhicules et de matériel pour les ateliers, ainsi que de la location de véhicules en attendant la livraison des véhicules achetés, pour laquelle aucun crédit n'avait été prévu dans le plan de financement standard révisé.

	<i>Écart</i>	
Transports aériens	(7 984,1)	(14,4 %)

73. L'écart s'explique principalement par des dépenses plus importantes que prévu dans le plan de financement standard révisé au titre de la location et de l'exploitation de la flotte d'avions de la Mission; d'une consommation de carburant d'aviation plus importante que prévu; de l'achat de matériel et de fournitures pour la gestion des installations aéroportuaires, dont des systèmes d'éclairage et des stations de prévisions météorologiques pour l'aviation, qui n'étaient pas prévus dans le budget; et du règlement de frais de manutention au sol fixés dans un contrat d'affrètement à long terme. Ce dépassement a été en partie compensé par des dépenses réduites au titre de la location et de l'exploitation d'hélicoptères en raison du déploiement d'un nombre d'hélicoptères inférieur aux prévisions; le recours à des services de transport aérien dont les redevances de navigation et de survol étaient inférieures aux prévisions; et le versement réduit d'indemnités de subsistance en raison de la diminution du nombre de vols retenant des membres d'équipage hors de la zone de la Mission.

	<i>Écart</i>	
Transports maritimes ou fluviaux	(130,8)	–

74. L'écart s'explique par la comptabilisation erronée des frais de conteneurs et de fret liés à l'achat de bâtiments préfabriqués et de matériel de défense des périmètres.

	<i>Écart</i>	
Communications	(2 702,0)	(20,2 %)

75. L'écart s'explique principalement par des dépenses plus importantes que prévu dans le plan de financement standard révisé, en raison de l'achat de matériel de communication et d'entretien et de services d'appui aux communications du fait de l'achat d'une mise à jour de logiciel; l'achat de pièces de rechange nécessaires à la réparation de matériel provenant d'autres missions; et de coûts plus élevés que prévu au titre du matériel d'information, notamment du fait de l'achat de matériel de radiodiffusion. Le dépassement a été en partie compensé par des dépenses inférieures

aux prévisions au titre des services d'information, de la location de matériel, des fournitures et de l'entretien ainsi que des communications par réseaux commerciaux.

	<i>Écart</i>	
Informatique	(8 468,1)	(247,4 %)

76. L'écart s'explique principalement par des dépenses plus importantes que prévu dans le plan de financement standard révisé, en raison de l'achat de matériel, la gestion des stocks, l'appui informatique et des services centralisés, le déploiement de personnel recruté sur le plan international à l'appui de services informatiques essentiels, l'achat de logiciels, le paiement de licences ordinaires et de pièces de rechange nécessaires à la réparation du matériel provenant d'autres missions. Le dépassement des crédits s'explique également par l'augmentation du nombre de sites nécessitant la mise en place d'une infrastructure informatique dans les régions.

	<i>Écart</i>	
Santé	1 073,7	42,6 %

77. L'écart s'explique principalement par des dépenses moins importantes que prévu dans le plan de financement standard révisé au titre de l'achat de matériel médical pour l'installation, à Bamako, d'un dispensaire de niveau I appartenant à l'ONU et des fournitures médicales achetées à un coût inférieur aux prévisions. Les dépenses inférieures aux prévisions ont été en partie compensées par des dépenses plus importantes que prévu au titre des services médicaux liés aux hospitalisations, aux consultations de spécialistes et aux évacuations sanitaires assurées par l'opération Serval dans le cadre de la résolution 2100 (2013) du Conseil de sécurité.

	<i>Écart</i>	
Fournitures, services et matériel divers	(1 855,5)	(5,1 %)

78. L'écart s'explique principalement par des dépenses supérieures aux prévisions du plan de financement standard révisé, en raison de coûts de fret et de dépenses connexes plus importants que prévus, notamment des frais de dédouanement et d'entreposage, l'urgence du déploiement exigeant un recours important aux transports aériens; du coût des cartes opérationnelles, les frais d'imagerie satellitaire ayant par erreur été imputés à une rubrique autre que la rubrique Informatique; des frais de formation, des coûts des fournitures et services, ainsi que de l'audit externe qui n'avaient pas été prévus dans le plan de financement standard révisé. Ce dépassement a été compensé en partie par des dépenses moins importantes que prévu au titre des services divers, le programme de désarmement, de démobilisation et de réinsertion n'ayant pas pu être exécuté du fait de la situation politique et de l'insécurité régnant dans le pays.

V. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre

79. En ce qui concerne le financement de la MINUSMA, il conviendrait que l'Assemblée générale :

a) Se prononce sur l'affectation du solde inutilisé de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014, soit 9 208 000 dollars;

b) Se prononce sur l'affectation des autres recettes et des ajustements relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2014, soit 5 553 000 dollars, provenant d'intérêts créditeurs (887 500 dollars), de recettes diverses ou accessoires (197 000 dollars) et de l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs (4 468 500 dollars).

VI. Récapitulatif de la suite donnée aux demandes et aux recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution 68/259 A

(A/68/653)

Demande	Mesures prises
<p>Le Comité consultatif note en outre que l'application du plan de financement standard révisé n'a pas à ce jour permis de rationaliser l'établissement du budget ni de présenter à temps un projet de budget, compte tenu de l'établissement de la Mission le 25 avril et des deux précédentes autorisations d'engagement de dépenses. Il constate par ailleurs que le plan de financement ne comprend peut-être pas tous les paramètres pertinents. Le Secrétaire général devrait procéder à une analyse des dépenses effectives des missions et en tirer des enseignements qui permettraient de perfectionner le plan de financement. Le Comité souligne qu'il importe de veiller à ce que l'application du plan de financement permette d'établir plus rapidement un projet de budget plus exact, qui corresponde davantage aux dépenses effectivement engagées et réponde aux besoins précis d'une mission. Le Comité réexaminera la question dans le cadre de la stratégie globale d'appui aux missions et du rapport sur l'exécution du budget de la Mission (par. 29).</p>	<p>Dans sa résolution 66/243 A, l'Assemblée générale a demandé qu'un bilan du plan de financement standard et des enseignements qui ont été tirés de sa première application soit établi avant qu'il ne soit appliqué aux ressources d'une autre opération de maintien de la paix. L'examen effectué par le Secrétariat comportait notamment une évaluation de ce modèle, afin de déterminer s'il avait atteint ses principaux objectifs de discipline budgétaire, de rationalisation des processus, de transparence et de souplesse des organes délibérants; une analyse des avis du Comité consultatif, de la Cinquième Commission de l'Assemblée générale et du Comité des commissaires aux comptes; et une enquête menée auprès des parties prenantes clefs. Les résultats de cet examen, de même qu'un certain nombre d'ajustements à apporter au plan de financement standard pour qu'il soit mieux adapté aux besoins de toutes les parties prenantes, ont été présentés à l'Assemblée générale dans le troisième rapport annuel du Secrétaire général sur l'état d'avancement de la stratégie globale d'appui aux missions (A/67/633).</p> <p>Plusieurs mises à jour ont été apportées au plan de financement standard approuvé par l'Assemblée générale pour qu'il soit plus flexible et tienne mieux compte des principaux facteurs déterminant les besoins en ressources ainsi que des données de planification propres aux missions, comme les tableaux d'effectifs réels du personnel en uniforme, la planification et l'évaluation initiales de la mission basées sur le nombre maximum de personnel civil, la disponibilité des ressources provenant d'autres missions, le nombre effectif d'aéronefs et la structure de la flotte, la fonction de la mission (mission multidimensionnelle ou mission d'appui) et le financement éventuel des activités du programme telles que la lutte antimines et le désarmement, la démobilisation et la réintégration.</p> <p>Si le plan de financement standard sert à mobiliser les ressources financières nécessaires, le projet de budget comporte également un tableau des effectifs de la mission</p>

Demande

Mesures prises

complet, détaillé et justifié ainsi que des hypothèses de planification propres à la mission et des cadres de budgétisation axée sur les résultats, dont l'élaboration prend forcément du temps, notamment compte tenu des difficultés rencontrées lors de la phase de démarrage d'une mission, en particulier les incertitudes et le temps de planification. Étant donné le temps nécessaire à l'élaboration d'un projet complet dans des conditions évoluant rapidement et le calendrier des organes délibérants, les besoins immédiats à compter du 25 avril 2013 ont été couverts grâce à une autorisation d'engagement de dépenses, les prévisions budgétaires complètes ayant été présentées pour examen pendant la partie principale de la soixante-huitième session.
